

n° 748 — 4 F

DU 30 JUIN AU 6 JUIL. 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

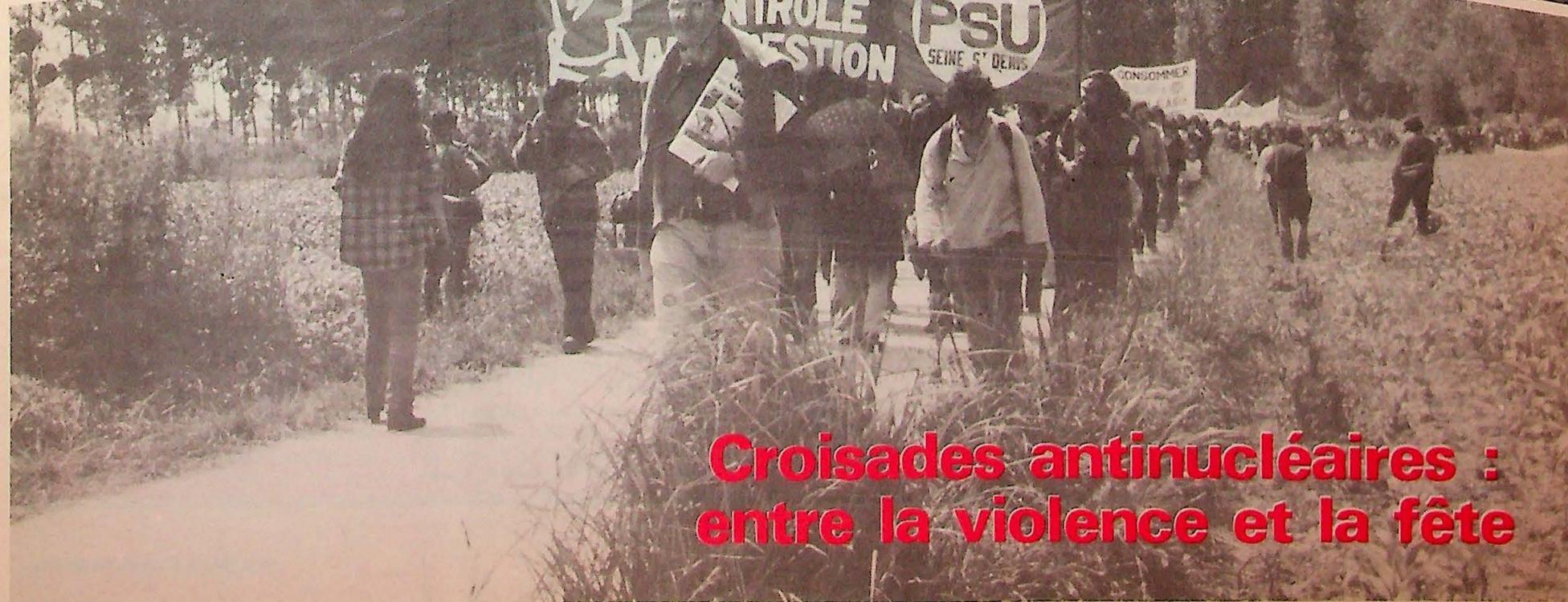
tribune socialiste

Albert Mercier
(CFDT) :
« Elargir le pouvoir
des travailleurs »



Malte :
2^e conférence méditerranéenne

Parti socialiste :
le congrès de Nantes
a-t-il vraiment eu lieu ?



Croisades antinucléaires :
entre la violence et la fête

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Deslhiat.

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielle - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informat Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F

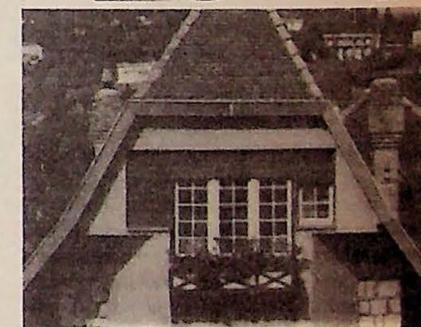
pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?	Le congrès du réformisme autoritaire. <i>L. Goldberg</i>	P. 4
Courrier de l'autogestion	Rassemblements !	P. 5
Entre nous et pour vous	A la DPN des 18 et 19 juin	P. 6
Garde à vous-même	Les scénarios de guerre du professeur Barre. <i>A. Joxe</i>	P. 7
Luttes en classe	Ecoliers et ouvriers. <i>S. Lyllan</i>	P. 8
Les exclus de l'intérieur	Après l'affaire Fournon, l'affaire Taillasson	P. 9
La parole à...	Albert Mercier : « élargir le pouvoir des travailleurs ». <i>Propos recueillis par J.-Y. Sparfel</i>	P. 10/11
Et pourtant elle tourne	Malte : 2 ^e conférence socialiste méditerranéenne. <i>De notre envoyée spéciale Cl. Deslhiat</i>	P. 12
	Le Parti socialiste et le tiers monde. <i>M. Dufumier</i>	P. 13
Le pire	Le gross Kanal est mal barré	
	Les croisades cool de l'antinucléaire. <i>Cl. Deslhiat, M. Guillet</i>	P. 14
Les choses de la ville	Les CLAJ, à Nice : « Ne pas être des hôtels bon marché. »	P. 15



● **Jeudi 30 juin (75016 Paris) :** Soirée d'information sur l'Afrique australe. Deux projections (salle de projection du Musée de l'homme, métro Trocadéro), à partir de 20 h 30 : « Arpatheid sport and politics » et « Soweto 76 », en présence de M. Denis Brutus, président du South African non racial olympic committee et de M. Christ de Broglio, secrétaire général du SANROC. Renseignements auprès du MRAP, 120 rue Saint-Denis, 75002 Paris, tél. 233.09.57.

● **Mardi 28 juin — dimanche 3 juillet (Nice) :** Congrès Nature-Santé 77, au Palais des expositions. Renseignements auprès de la COSECO, 4, av. de Poilly, Nice.

● **Samedi 2 juillet (Montreuil) :** fête organisée par le NEK (union des étudiants du Cameroun), dans le cadre de la défense des droits des organisations africaines à jouir des libertés reconnues par la loi de 1901. Programme : de 13 h

à 23 h, films, débats (la politique africaine du Programme commun), spécialités camerounaises, ballets, soirée dansante.

● **Lundi 4 juillet au 15 août :** Grande tournée d'information sur l'Afrique du sud, des plages de la

Manche, à l'Atlantique et à la Méditerranée, en passant par la vallée du Rhône et le Larzac. Organisée par la campagne anti-outspan. Seulement voilà : les copains de la CAO recherchent une camionnette et une voiture

pout tout ou partie de la tournée. Ils invitent même les chauffeurs bénévoles qui n'aiment ni la collaboration France-Afrique du sud, ni l'arpatheid, ni les oranges outspan à se joindre à eux. Tél. au 336.00.14 (heures de bureau).

Constitution d'un Front international antinucléaire

Un *Front international antinucléaire pour la paix* vient d'être créé dont le comité directeur — qui va être élargi aux représentants de nombreux pays — compte déjà M^{me} Odette Thibault, docteur ès-sciences, maître de recherches au CNRS, MM. Jean Rostand, de l'Académie française, Théodore Monod, de l'Institut, professeur au Muséum national d'histoire naturelle, le professeur J. Rossel, directeur de l'Institut de physique de l'université de Neuchâtel, vice-président de la Commission fédé-

rale suisse de surveillance de la radioactivité, le Dr Henri Laborit, biologiste, Philippe Lebreton, professeur à l'université de Lyon, Haroun Tazieff, volcanologue.

Ce mouvement, qui se veut d'une stricte indépendance politique, se propose de favoriser l'action des organismes, associations, comités et citoyens de tous pays s'opposant à l'armement nucléaire « qu'aucune nation civilisée ne peut envisager sous quelque prétexte que ce soit et dont les expériences font peser des risques

sur plusieurs générations ». En ce qui concerne les centrales à fin pacifique, il exige que des études plus approfondies et contradictoires soient effectuées.

Le mouvement, qui va susciter des groupes locaux dans toute la France, demande à toutes les personnes préoccupées par ces problèmes et solidaires de cette effort, d'écrire, en joignant une enveloppe timbrée et libellée, au *Front international antinucléaire*, 32, rue de Domrémy, 75013 Paris.



EDF face aux « contestataires »

Que choisir vient de publier un numéro spécial sur la nucléaire qui oppose EDF à des « contestataires » de taille : la CFDT, le Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), la Fédération française de sociétés de protection de la nature (FFSPN), les Amis de la Terre. Contrainte et forcée, l'EDF accepte le débat, consciente que son image de marque se dégrade de plus en plus dans l'opinion publique. L'EDF continue à nier les évidences : « un accident grave ne tuerait vraisemblablement personne » (EDF, p. 9) alors que tous les rapports internationaux sérieux d'organismes officiels disent le contraire. Quand le mensonge est trop difficile, il s'agit de minimiser le problème, ainsi, « même si le surgénérateur ne fait pas un énorme « boum », il peut faire un « pschitt » suffisant pour être effrayant » (EDF, p. 9). Ce document de plus de soixante pages aborde les questions techniques et économiques ainsi que la question politique du choix de société. Certes, le PSU a déjà depuis longtemps fait l'analyse de la « société nucléaire » et ce document peut paraître très insuffisant. Mais il a un mérite : celui de bien mettre en évidence les contre-vérités de l'EDF : « le nucléaire ne conduit pas plus nécessairement à l'Etat policier que le moulin à vent n'a conduit à la société féodale » (EDF, p. 54). Alors, pourquoi prévoir des casernes de CRS à Flamanville et à Creys-Malville ? Pourquoi la centrale de Fessenheim est-elle gardée comme un camp militaire ? Pourquoi les dossiers de l'enquête d'utilité publique de la centrale du Pellerin sont-ils surveillés par des policiers en armes ? On comprend pourquoi l'EDF accepte ce débat sans aucun plaisir...

éditorial

faire de l'autogestion une force motrice

La droite va tenter de réaliser une « entente globale » de Lecanuet à Chirac. Il n'est pas sûr qu'elle y parvienne. Le poids des rivalités personnelles et des divergences d'intérêts et d'orientation est lourd. Des fantaisistes comme M. Servan-Schreiber ruent dans les brancards. Mais face aux échéances décisives, la majorité fera tout pour masquer ses désaccords, au moins le temps d'une consultation électorale. Sous-estimer ses possibilités offensives qui s'appuient sur des moyens considérables et la donner battue d'avance serait puéril.

Alors que la droite va s'employer dans les prochains mois à rassembler tout ce qu'elle peut compter de durs, de sots et de poltrons, jouer de toute la gamme qui va des explosifs aux appels du pied, la gauche ne peut l'emporter sans la mobilisation active des forces les plus vives du mouvement ouvrier et populaire.

Dans ce mouvement, les aspirations autogestionnaires ne cessent de s'amplifier au point d'interroger des organisations qui jusqu'à présent en refusaient jusqu'à la problématique ; les preuves en abondent, depuis l'extraordinaire capacité de résistance de nombreuses luttes qui portent la marque de la perspective autogestionnaire comme celle de Lip, jusqu'à la plateforme de la CFDT, et aussi jusqu'à l'évolution des positions de la CGT sur des questions telle que la hiérarchie des salaires ou, quoique de façon plus limitée, les pouvoirs des travailleurs. Mais la traduction politique de cette évolution se reflète mal, et souvent pas du tout, dans les projets politiques de la gauche « institutionnelle ». Si le PCF tient aujourd'hui beaucoup plus compte des aspirations des travailleurs à plus d'égalité, de droits et de pouvoirs, il adopte, sur le nucléaire civil et militaire, des positions qui vont à l'encontre de la construction d'une société socialiste autogestionnaire. Et surtout, rien dans l'actualisation du Programme commun telle qu'elle s'est engagée n'apporte de réponse nouvelle à ces aspirations, c'est le moins qu'on puisse dire.

Or, l'autogestion ne peut se satisfaire d'une sorte de division du travail qui la rendrait présente dans l'action de masse et absente dans le champ politique. Il n'y a rien à gagner pour personne à ce que se creuse un tel fossé.

UN gouvernement de gauche devrait, très rapidement, franchir des obstacles institutionnels et économiques redoutables. Tout dépendrait du rapport de forces créé dans le pays et par conséquent du rôle des éléments les plus combattifs.

Alors que la persistance de la crise conduirait à l'impasse toute politique visant à se contenter de la gérer, il est nécessaire de construire une alternative partant des revendications, s'appuyant sur une mobilisation et aboutissant aux transformations structurelles seules à même de vrainer les contraintes capitalistes. Cette alternative est contenue dans la stratégie autogestionnaire.

C'est pourquoi l'unité ne peut se passer de l'expression politique du courant autogestionnaire, pas plus que celui-ci ne peut se développer hors d'une recherche constante de l'unité. Les initiatives du PSU s'appuient sur cette idée essentielle.

D'une part, il est nécessaire que le débat s'ouvre entre les autogestionnaires et les autres composantes du mouvement ouvrier et populaire. De ce point de vue, l'ouverture de discussions sur le fond entre nous-mêmes et le Parti communiste français est un élément positif. Nous espérons qu'elles joueront un rôle dynamique par leur souci de clarté, d'ouverture, de porter le débat à tous les niveaux. Nous espérons également que les discussions proposées par la CFDT sur sa plateforme permettront d'aller dans le même sens.

D'AUTRE part, il faut faire progresser la convergence politique du courant autogestionnaire. Celle-ci se fera notamment autour d'une réflexion sur ses tâches et ses responsabilités dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche. Le programme que le PSU doit adopter en novembre 77 est un des éléments qu'il soumet, pour sa part, à des débats qu'il souhaite engager avec tous, où qu'ils soient, qui partagent les préoccupations autogestionnaires.

Peut-être de façon imperceptible, l'autogestion est devenue un thème dominant dans le mouvement ouvrier et populaire. Elle peut en devenir une force motrice.

Michel MOUSEL

(extraits d'une déclaration à la presse) ■

humeur : Bison fûté est sur la bonne piste



Ouvrez vos radios toutes grandes : le personnage le plus subtilement débile jamais sorti des imaginations ministérielles depuis quelques années est de retour : *Bison fûté*, puisque tel est son nom, va vous accompagner sur toutes les routes de vos vacances. Galopades de pacotille et conseils éculés, l'animal va faire le flic dans toutes les têtes des Français. Pour tenter de les persuader que, s'ils sont bien sages, ils réussiront à éviter les conséquences inévitables du non-étalement des vacances. En France on n'a pas de projet de société mais on a des bisons ! Croyez-le si vous le voulez, mais pour expliquer le rôle et le personnage de *Bison fûté*, le ministère de l'Equipement et du Déménagement du territoire s'est fendu d'un dossier de 28 pages. Plus trois photos de bouchons et un erratum : pas encore acclimaté, sans doute, le fûté en question avait confondu Châteaubourg dans l'Ille-et-Vilaine et Châteauroux dans le Cher.

Avec *Bison fûté* le départ collectif est garanti : hélicos, poulets en moto, CRS, avions de reconnaissance, reporters radios derrière chaque bosquet, on rassure les Français, on les persuade que sans l'intervention de l'Etat-ange gardien ils vont tous crever la gueule ouverte dans les campagnes, ces no man's land dans lesquels il est bien connu que l'on risque sa vie.

Pas de fantaisie, pas de traîneurs, pas d'initiatives, ni de routes buissonnières sans la bénédiction du *Bison* qui est encore bien plus fûté qu'on le croit. Si tout va bien, un jour prochain, le *Bison* se verra octroyer le droit d'intervenir d'autorité sur vos postes de radio. Grâce à un dispositif électro-

nique particulier, un signal de *Bison* interrompra les émissions pour vous infliger ses « conseils », pour vous expédier sur une déviation, sur un itinéraire de délestage. Je ne fantasme pas : le truc est à l'essai.

Bison n'est pas là pour vous éviter les embouteillages, mais simplement pour vous persuader que s'il n'était pas présent pour vous surveiller, ce serait bien pire. *Bison fûté* c'est le nouveau berger des moutons que De Gaulle appelait des veaux.

Bison fûté, c'est la forme la plus élaborée, parce que la plus simpliste, du mépris dans lequel on tient une population de vacanciers que l'on lâche d'un seul coup sur les routes en leur assurant que c'est un avant-goût du « collectivisme ». *Bison* organise notre liberté.

Comme dit la brochure de ce fûté *Bison*, « la seule voie pour améliorer la situation critique de ces grands départs est d'obtenir l'adhésion de l'automobiliste aux mesures conçues pour son service ». Merci *Bison* ! Dommage que tant de créativité, d'autorité et de fric gaspillé ne soit pas utilisé pour contraindre les patrons à organiser, eux, un véritable étalement des vacances passant par un allongement des congés payés. Mais, pour le *Bison* des flics, mon raisonnement doit relever de la mauvaise foi. Je ne suis qu'un mouton enragé.

Bison fûté c'est le folklore décadent de la dernière épopée moderne, des records de bouchons, des faits d'armes et d'autos que l'on raconte au retour. A qui le plus grand bouchon ! La dernière perversion de la bagnole libérale avancée.

S'il fait bien son boulot de chien de garde, *Bison le fûté* a un bel avenir devant lui : il est encore tant de moments de notre existence que nous passons sans la surveillance de quiconque. Suffit de faire encore un peu de cinéma pour améliorer le scénario.

C.-M. VADROT, dit Bison rétif ■

où va la France ?

le congrès du réformisme autoritaire

Le congrès du PS a-t-il réellement eu lieu ? Seul dans votre cabinet, face à votre conscience, posez-vous vraiment la question. Ne vous laissez pas abuser par les apparences. J'entends déjà ricaner les esprits forts : « Evidemment qu'il a eu lieu le congrès de Nantes. Et les 2 000 délégués qu'est-ce que vous en faites ? D'ailleurs, à la télévision, on l'a bien vu que Théodorakis chantait l'hymne du PS... ». Extraordinaire puissance suggestive de l'image !

Qu'est-ce qu'ils en savent *au juste* de ce qui distingue le réel de l'imaginaire ? Tenez, prenez la presse. Vous l'avez vue quelque part la résolution politique votée par le congrès (à 75 % des votants... laissez-moi rire...) hein ? Et le secrétariat ? Qu'est-ce qu'il y a de changé dans le secrétariat du PS, vous pouvez me le dire ? (Yvette Rondy ? Mais Yvette Rondy existe-t-elle vraiment ?).

Le CERES, me direz-vous. Mais Motchane ne vient-il pas de déclarer que « le CERES n'a jamais accepté de se dissoudre » ? Et Chevènement que « le CERES subsiste » ? Et d'ajouter que « huit jours après le congrès la situation est la même qu'avant ».

Pincez-vous l'avant-bras et buvez un peu d'eau. Ouvrez la fenêtre et respirez un bon coup. Il faut se rendre à l'évidence : à Nantes, il ne s'est rien passé. Absolument rien. 2 000 délégués ont cru aller à un congrès. Ils se sont imaginés que Mitterrand tenait un discours fleuve. Ils se sont figuré que des textes (contradictaires) leur étaient soumis. Oh ! je sais. On ne me croira pas. La puissance des mythes est trop forte. Le rêve a ses raisons.

Eh bien soit ! Admettons — pour ne pas heurter les croyances populaires — que ce congrès ait réellement eu lieu. Dans ce cas — permettez-moi de vous le dire — c'est grave.

Si — comme le prétendent la presse et des témoins oculaires — le congrès, après trois jours de travaux et au terme d'un intense travail de plusieurs semaines, a effectivement voté (à 75 %...) une résolution politique strictement identique (à deux ou trois mots près) à ce qu'elle était avant le débat (et dont tout le monde se fiche). S'il a suffi que Mitterrand lève le petit doigt pour qu'il n'y ait pas de synthèse (alors que tout le monde souhaitait le contraire). Si le seul événement politique a bien été le discours du premier secrétaire. Alors c'est qu'une certaine social-démocratie est définitivement morte. Oh ! je ne la pleurerai pas, rassurez-vous. Pourtant elle avait le charme discret de cette France petite-bourgeoise et provinciale de l'entre-deux-guerres, avec ses grands discours et ses notables ; sa gauche et sa droite, ses magouilles et son individualisme indémodable. Il y passait une certaine aspiration démocratique. C'était l'époque de la république parlementaire ; le réformisme lui avait

emprunté son visage débonnaire et sa rhétorique.

Aujourd'hui est venu le temps des technocrates bronzés au sourire coquet dont la logique discursive et planifiée a la chaleur d'un programme sur bandes perforées. Ils s'apprentent à investir le monstre froid qu'est l'Etat de la bourgeoisie financière et lui empruntent déjà ses traits. Leur réformisme est imprégné d'autoritarisme. Ils n'ont que faire de débats et d'amendements. Ce qu'ils recherchent c'est le « consensus » et des chèques en blanc.

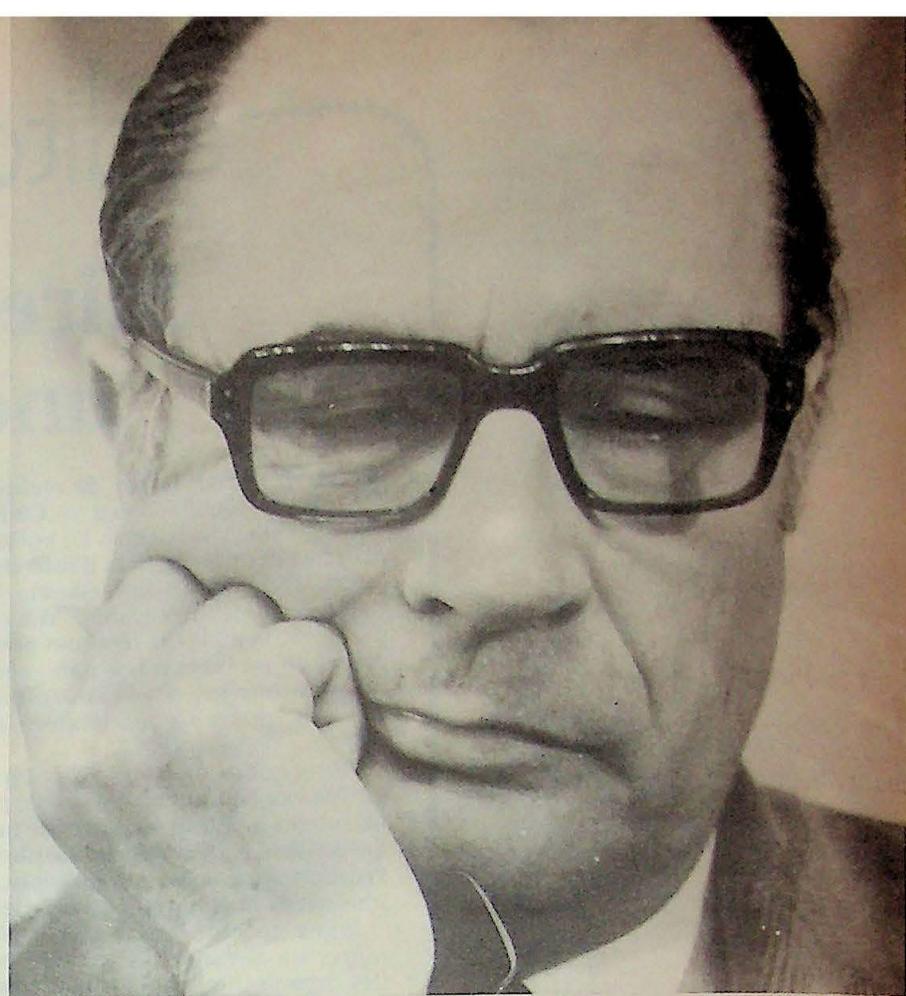
« L'ombre gigantesque » — comme le dit Chevènement — du premier secrétaire, c'est déjà la figure symbolique du pouvoir absolu qui tranche, récompense et punit. Et qui traite les trublions « de gauche » comme ils le méritent. Qu'on se le dise.

Certes, le trio Defferre-Mauroy-Chevènement — si typique de la vieille SFIO — n'a peut-être pas dit son dernier mot. Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'il cherche un jour ou l'autre à agrandir la faille qui s'est creusée à Nantes entre le parti et son chef. Entre une certaine tradition de l'organisation politique, incarnée par la social-démocratie ancienne manière, et le rôle que paraissent vouloir lui assigner les dirigeants « new-look », il y a plus que des différences. Les vieux routiers de l'appareil n'ont pas pu ne pas observer le sentiment de malaise qui a saisi les délégués au Congrès devant la désinvolture — voire le mépris — avec lequel ils étaient traités. Mais que leur propose-t-on de différent ?

Voyez le CERES, ce curieux alliage d'aspirations autogestionnaires et de bureaucratie, mis au service d'une conception surannée des batailles politiques internes. Ses « petits chefs historiques », comme dit le *Canard enchaîné*, ont beau faire semblant de ne pas avoir capitulé (Ah, mais !...), le sentiment d'avoir été floué ne s'en répand pas moins dans les chaudières.

J'avais peut-être tort de parler d'un congrès irréel. Il a eu le mérite de dissiper pas mal d'illusions et de mettre à jour d'intéressantes contradictions.

Le nouveau réformisme autoritaire adapté aux formes actuelles du pouvoir d'Etat n'a pas encore complètement investi le Parti socialiste. Il est encore largement en gestation, à la recherche du type d'organisation



politique de masse qui lui soit adéquat, et qui lui permette d'exercer son hégémonie. Cela ne va pas sans difficultés, qui préfigurent d'une certaine façon celles qu'il rencontrera lorsqu'il sera au pouvoir.

Quant aux militants autogestionnaires, la déroute du CERES peut dans un premier temps les conduire à

l'amertume et au découragement. Les militants syndicaux risquent de se replier un temps dans une activité purement syndicale. Mais la question des rapports entre les aspirations autogestionnaires et le réformisme new-lock ne pourra être longtemps esquivée.

Léo GOLDBERG ■

Un instrument de formation ...

Les cassettes du Centre Populaire de Formation Socialiste

Cycle : HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (Série C)

C. Berger : la formation de la classe ouvrière	C1
C. Berger et A. Chataigner : naissance du mouvement ouvrier	C2
C. Berger : la Commune de Paris de 1871	C3
M. Réberieux : le mouvement ouvrier français de 1871 à 1914 (2 cassettes)	C4 et C5
G. Haupt : 1914 : la guerre et l'effondrement du mouvement ouvrier	C6
V. Fay : la crise de la 2 ^e internationale et la Révolution d'Octobre	C7
V. Fay : la question russe et la 3 ^e internationale	C8
F. Turquan : le Front Populaire	C9
R. Pannequin : PC/SFIO/Syndicalisme de 1939 à 1944	C10
F. Turquan et A. Chataigner : le mouvement ouvrier européen de 1947 à nos jours (2 cassettes)	C11 et C12

Cycle : CRITIQUE DES PRATIQUES SOCIALES (série D)

J.M. Brohm Le fonctionnement global de la formation sociale	D 1
J.M. Brohm La reproduction de la formation sociale	D 2
G. Granier Santé, médecine, maladie	D 4
D. Charvet La justice, les juges et la loi	D 5
J.C. Guérin L'école, la formation et la division du travail	D 6
A. Kopp L'organisation capitaliste de l'espace	D 7
C.M. Vadrot L'information : production et diffusion	D 8
E. Shatzman Sciences et sociétés	D 9
J.F. Hérouard Production culturelle	D 10
P. Rolle Travail - loisirs	D 11
M. Louis Cadre de vie et consommation (à paraître)	D 12

BON DE COMMANDES DE CASSETTES

Les cassettes sont vendues au *prix unitaire de 27 francs*.

MAIS LES COMMANDES GROUPEES REVIENNENT MOINS CHER :

6 CASSETTES : 130 francs

12 CASSETTES : 240 francs

POUR EVITER TOUTE ERREUR, IL EST NECESSAIRE DE PRECISER AVEC SOIN LA SERIE (A ou B) et le numéro des cassettes demandées (cf. liste ci-après).

Adressez vos commandes au CPFS, Simone Ruel, 9, rue Borromée, 75015 PARIS. LIBELLES VOS CHEQUES A L'ORDRE DE CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE. CCP 15 307-39 C Paris.

NOM PRENOM ADRESSE

COMMANDE Cassettes (indiquer le nombre)
dont les numéros suivent :

série C numéros

série D numéros

Courrier de l'autogestion

rassemblements !

L'autogestion ? C'est bon pour les congrès, pas pour les discours électoraux disait, voici quelques mois, François Mitterrand (ce qui n'a pas empêché l'autogestion d'être absente du rendez-vous socialiste de Nantes). En vérité, l'autogestion c'est surtout bon pour le dynamisme, la mobilisation des forces les plus vives du mouvement ouvrier et populaire. Il n'est que de voir — comme le rappelait Michel Mousel lors de la conférence de presse du 21 juin — il n'est que de voir la vigueur des luttes qui se réclament de la perspective autogestionnaire, l'écho de la plate-forme récemment adoptée par la CFDT, l'évolution des positions de la CGT sur le problème de la hiérarchie des salaires ou même sur celui des pouvoirs des travailleurs. Utopie hier, ferment de l'action de masse et thème dominant dans le mouvement ouvrier et populaire aujourd'hui, l'autogestion peut devenir une force motrice. A condition que se rassemblent les forces qui s'en réclament. Certaines montrent la voie, *Tribune socialiste* leur ouvre ses colonnes.

avec l'accent de Toulouse

La convergence pour l'autogestion, l'Occitanie et l'écologie ? La nôtre est toulousaine. Née au temps des municipales de 1977 et du mariage de militants de tous bords : syndicalistes, membres de comités de quartiers, d'associations écologiques ou culturelles, de groupes locaux allergiques à la lutte politique parfois, de mouvements d'extrême gauche, notamment la LCR. Seules organisations représentées en tant que telles à la convergence : le PSU, lutte occitane et le Mouvement pour une alternative non violente (MAN).

Tant de richesses n'est pas, évidemment, sans soulever de délicats problèmes. Si l'on est tous d'accord, grosso modo, sur la spécificité du courant autogestionnaire et sur la nécessité de l'unité d'action avec la gauche, les divergences sont nombreuses sur l'analyse de la situation politique actuelle, la stratégie à développer, la forme d'organisation à adopter : faut-il se contenter d'action « à la base » ? La convergence a-t-elle vocation à devenir une nouvelle organisation politique dans laquelle se fonderaient certaines des organisations existantes ? Est-elle l'ébauche du grand mouvement de masse autogestionnaire dans lequel coexisteraient diverses tendances ?

Ni ces questions existentielles, ni sa jeunesse, ne freinent le dynamisme de la convergence — officiellement créée sous les espèces juridiques d'une association, le 3 mai dernier, assemblées générales tous les quinze jours, fête autogestionnaire le 18 juin, projet de radio libre sur Toulouse, travaux en commissions (« 1978 », « nationalisations », « femmes », « jeunes »), animées par une coordination élue par l'assemblée générale, bulletin d'information bimensuel : les « convergents » ne

chôment pas. Et l'on aborde dès aujourd'hui les débats qui permettront d'élargir, actualiser et préciser la plate-forme élaborée à l'occasion des municipales, et de se situer par rapport aux législatives de 1978.

Un désir général : élargir la discussion, confronter les expériences de la convergence à celles des autres regroupements autogestionnaires. Car sans ces échanges et sans ce dialogue, le thème autogestionnaire, présent dans l'action de masse restera coupé du champ politique.

Correspondance Toulouse ■

Vida Nova, en Haute-Provence

A Gontard-les-Deux-Moulins, dans les Alpes de Haute-Provence, autogestionnaires, écologistes et occitans regroupés dans la convergence occitane socialiste autogestionnaire *Vida Nova* se sont rencontrés les 11 et 12 juin dernier. Pour dénoncer les misères du pays et envisager les remèdes à lui administrer.

Misères de l'agriculture d'abord : on liquide cultures maraîchères et vignobles du Var, soumettant Provence et Occitanie aux contraintes d'importations alimentaires coûteuses et fauteuses de chômage.

Misères de l'industrie aussi : les grandes réalisations industrielles du Midi — comme Fos, —, les équipements d'infrastructure ambitieux — comme le canal Rhône-Rhin — servent des activités extérieures à la région plutôt que les besoins locaux. Et le tertiaire ne compense rien : Sophia-Antipolis offrira sur la côte le paradis de ses « jardins de la sagesse » aux privilégiés de la science, de la technologie, de la recherche et de la *culture cultivée* moderne ; mais Provençaux et Occitans continueront de hanter les froides antichambres des agences



locales de l'emploi ; le tourisme — international bien sûr et de luxe — continuera de barboter des terres et de défigurer des paysages sans guère créer d'emplois ni servir la prospérité indigène.

Plaies du nucléaire enfin ; qu'il soit civil ou militaire, il pollue, inquiète et fait les choux gras des coteries nucléaristes sans résoudre ni les problèmes de l'énergie à long terme, ni ceux du chômage dans l'immédiat. A Gontard-les-Deux-Moulins, on a été très ferme : PCF et PS ont tristement capitulé ; que ne se prononcent-ils enfin clairement, à l'occasion de la réactualisation du Programme commun, contre les centrales et contre l'arme nucléaires !

Les chances de « l'occitanisme » n'étaient pas moins à l'ordre du jour : comment favoriser l'évolution de la Provence et de l'Occitanie dans le sens de l'autonomie ? Comment réhabiliter la langue occitane dans l'enseignement — de la maternelle à la fac ?

Beaucoup de questions en somme. Et des esquisses de réponse. Mais ce n'était qu'un premier contact. On se reverra, fin septembre, pour affiner les positions. A tous ceux que notre projet intéresse : prenez contact avec la Convergence — secrétariat *Vida Nova* — Provence, Cabris 06 530 Peymeinade (tél. : (93) 60.51.93).

Correspondance ■

pour vos vacances :

DECOUVERTE ET CULTURE, LOISIRS

13, rue du Vert-Bois, 75003 Paris
Tél. : 278.64.01

IL RESTE ENCORE QUELQUES PLACES SUR :

Italie du Nord	du 7 au 28 août	1 960 F
Grèce	du 7 au 28 août	2 350 F
Yougoslavie	du 8 au 28 août	2 350 F
Suède	du 8 au 28 août	2 460 F
Colombie	du 8 août au 5 septembre	5 200 F
Algérie	du 8 au 28 août	2 200 F
Tanzanie	du 30 juillet au 26 août	4 200 F
Albanie	du 15 au 31 août	2 250 F

et sur les séjours en France

SUPER CHARTER SUR CUBA

du 3 au 25 août 2 500 F aller/retour

MEXICO

du 9 juillet au 2 août 2 550 F aller/retour

BOGOTA

du 8 août au 5 septembre 2 850 F aller/retour

NE TARDEZ PLUS

Z Voyages - Cor. lic. A 842

entre nous pour vous

à la DPN des 18 et 19 juin

Comment traduire, sur le terrain politique, les aspirations autogestionnaires qui ont désormais pénétré au cœur des préoccupations d'une grande masse de travailleurs et qui ne sont pas prises en compte par les partis signataires du Programme commun ? Comment assurer la présence, lors de la campagne pour les législatives, d'un rassemblement « exprimant et réunissant le combat de tous les partisans de l'autogestion, des écologistes, du mouvement des femmes, des mouvements des minorités nationales, de tous les groupes luttant pour la prise en main de sa vie par chacun ? » C'est à répondre à ces deux questions que s'est employée la direction politique nationale du PSU, réunie les 18 et 19 juin 1977.

une force politique pour le projet autogestionnaire

Soulignant l'actualité des propositions autogestionnaires, la DPN a précisé notamment :
« Le PSU considère qu'il lui appartient de travailler à la convergence politique des organisations, mouvements

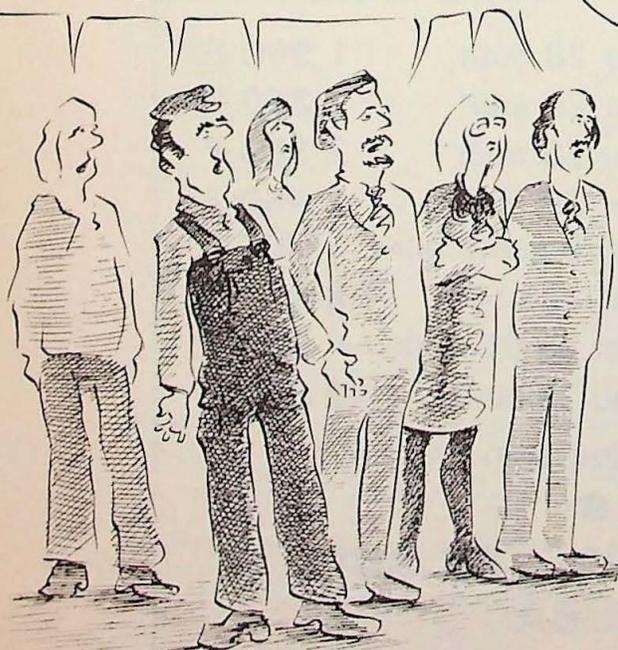
proposition de la CFDT d'une discussion sur sa plate-forme de revendications et d'objectifs immédiats.

Le parti estime positive l'ouverture de discussions avec le Parti communiste français sur des problèmes qui seront déterminants dans le cas de l'arrivée de la gauche au gouvernement : type de croissance, contenu des nationalisations, le nucléaire, etc.

Pour permettre le dialogue entre le courant autogestionnaire et les

**QUE PRODUIRE ?
POUR QUI ? COMMENT ?**

**MÊLEZ-VOUS DE CE
QUI VOUS REGARDE!**



et militants qui se réclament de l'autogestion, afin qu'elle devienne une composante décisive de l'unité populaire. Pour cela, le PSU poursuit une démarche diversifiée visant à ouvrir le débat unitaire avec les grandes organisations ouvrières syndicales et politiques, à créer les conditions de rassemblement du courant autogestionnaire, à populariser les propositions programmatiques du parti.

● Engager le débat avec les grandes organisations ouvrières.

Le PSU répond positivement à la

autres composantes du mouvement ouvrier, ces discussions doivent : se poursuivre à tous les niveaux par des contacts et rencontres entre les organisations locales et régionales ; se prolonger par des initiatives communes portant le débat publiquement, se développer vers d'autres organisations.

● Créer les conditions de rassemblement des autogestionnaires : le courant autogestionnaire, profondément diversifié et encore dispersé n'en représente pas moins une réa-

lité politique avec laquelle il faut compter. La perspective d'une victoire électorale de la gauche impose des responsabilités nouvelles à toutes les forces de ce courant. Sa capacité à offrir des réponses et à peser sur le rapport des forces contre la bourgeoisie et au sein des forces populaires sera décisive : parce que certains des problèmes auxquels se heurtent les travailleurs ne peuvent trouver leur solution que dans une société autogestionnaire (modèle de développement...); parce que la possibilité d'un gouvernement de gauche exige que le courant autogestionnaire apporte dès aujourd'hui des réponses précises favorisant la mobilisation populaire.

Le PSU entend débattre des thèmes principaux sur lesquels le courant autogestionnaire doit mettre en commun les diverses expériences, favoriser les convergences politiques, développer l'intervention des forces qui le composent : possibilités et pouvoirs de l'institution municipale (bilan de l'intervention des autogestionnaires, perspectives); politique industrielle et moyens de sortir de la crise (comment résoudre le chômage...); pouvoirs et droits des travailleurs dans l'entreprise; organisation de l'appareil productif au niveau régional et liens avec les divers organismes politiques de pouvoir...

Sur ces thèmes, et sur tous ceux qui seraient déterminés en commun par les diverses forces intéressées, le PSU propose une triple démarche :
— ouverture d'un débat public entre toutes les organisations et militants du courant autogestionnaire prenant, entre autres, la forme d'un échange de textes ou de tables rondes dans les organes de presse respectifs ;
— développement des organes locaux, sous des formes appropriées et diversifiées, de convergences politiques ;
— préparation à tous les niveaux d'états généraux qui pourraient déboucher sur une session nationale en décembre 1977 ». (Texte adopté à l'unanimité).

sur les élections législatives

En ce qui concerne la présence des partisans de l'autogestion dans la bataille pour les législatives, le PSU a proposé la mise en place de candidatures communes (dont le signe pourrait être « autogestion, droits des femmes et écologie »); une plate-forme commune et une campagne commune feraient apparaître la convergence des militants, groupes et mouvements autogestionnaires ainsi rassemblés. Dans ce but, le PSU invite à l'ouverture d'un débat entre les diverses composantes concernées sur douze thèmes principaux :

● « Le problème de la croissance capitaliste qui soumet les travailleurs et l'ensemble des consommateurs à la loi du profit, organise le pillage du tiers monde et la destruction des ressources et des équilibres naturels.

● La question du développement de la production qui doit être considérée non pas comme un objectif en soi, mais comme l'une des modalités de l'issue à la crise, de la satisfaction

des revendications des travailleurs, de la réponse aux besoins collectifs (transports en commun, santé, culture, loisirs...). Le choix des modalités étant soumis à un débat démocratique, leur application au contrôle des producteurs et des consommateurs.

● La question de l'écologie et de l'énergie : contre la force de frappe et le développement de l'énergie nucléaire, pour un moratoire nucléaire et la définition d'une nouvelle politique énergétique, contre la destruction de l'environnement.

● La définition d'une politique sociale conforme aux intérêts des travailleurs : pour la semaine de 35 heures et le respect du droit au travail pour tous, pour la réduction systématique des inégalités de salaires et de traitements, contre le maintien des hiérarchies dans l'entreprise et dans tous les domaines de la vie sociale.

● Les nationalisations, leur étendue et leur contenu : pour l'expropriation des actionnaires, pour que le secteur public ainsi étendu soit soumis à un réel contrôle ouvrier et populaire, interne et externe aux entreprises publiques.

● La création et le développement de pouvoir de contrôle et de gestion à la base dans les entreprises publiques et privées, dans les établissements, dans les quartiers, les villes et les villages : pour le pouvoir aux travailleurs.

● La reconnaissance de la valeur économique des tâches ménagères et d'éducation : pour la prise en charge collective de ces tâches par le développement des équipements collectifs et le partage des tâches familiales entre les hommes et les femmes.

● La reconnaissance des droits des femmes : droit au salaire égal à la formation et à la reconnaissance de qualification. Reconnaissance de la maîtrise de leur propre corps par les femmes.

● La reconnaissance des droits tant sociaux que politiques des immigrés : respect des droits acquis, élargissement de ces droits au niveau de ceux de tous les travailleurs. Ceci doit trouver une expression immédiate dans le droit de vote.

● Les libertés, la justice et l'appareil de répression : pour la reconnaissance du droit de toutes les minorités à la différence et la liberté sexuelle, pour l'extension des libertés démocratiques et des droits syndicaux, le libre exercice du droit d'association et d'expression dans l'armée, la police et la magistrature, pour la remise en cause d'une politique de défense orientée contre les travailleurs et du renforcement de la militarisation de la société qu'elle provoque.

● La question des nationalités : pour la prise en compte et la traduction institutionnelle des revendications des nationalités existant sur le territoire français.

● Les institutions : pour le départ immédiat de Giscard, pour la révision de la Constitution et en particulier la suppression de son caractère présidentiel, la suppression de l'administration préfectorale, la décentralisation administrative, l'extension des pouvoirs de décision et de contrôle des citoyens. »

garde à vous mêmes

les scénarios de guerre du professeur Barre

Le 18 juin 1940, De Gaulle n'avait avec lui qu'une poignée de patriotes marginaux et un micro anglais. Ce qu'il a dit ce jour-là n'est entré dans l'histoire que parce que la résistance au nazisme fut la résistance du peuple français. Le 18 juin 1977, Dieu merci, nous sommes un peu mieux équipés. La silhouette agile du professeur Barre, debout sur un AMX-30 porteur de Plutons, nous promet de nombreuses guerres victorieuses, sans nécessité de cet appui populaire si fatiguant à recueillir. Un tir d'appui nucléaire en tiendra lieu, et le micro sera français.

Les scénarios de guerre mis au point par notre Premier ministre, conformément aux tâches que lui confie la Constitution, promettent des chevauchées magnifiques dans ce qu'il appelle « les approches du territoire national » et qui comprennent non seulement les « territoires voisins » mais aussi les « territoires alliés » les plus lointains, en Orient et en Afrique. Pourquoi ne pas apporter notre pierre à cette construction cinématographique ?

● **Scénario 1** : Les Allemands sont attaqués par les Russes. Courageusement, nos soldats se ruent au secours du peuple frère, car les Américains hésitent à mourir pour Berlin et les Anglais ne réagissent pas, car c'est l'heure du thé. En quelques heures, nos Pluton sont mis en batterie en Bavière à la frontière tchécoslovaque. Les Russes reculent, effrayés par les conséquences de leur geste romantique, slave et inconsidéré. *Comme d'habitude, ils préférèrent perdre complètement la face que de perdre un seul Tchèque. C'est là le secret de notre « stratégie de l'avant ».*

● **Scénario 2** : Notre amie l'Arabie saoudite est méchamment menacée par l'Iran, appuyé par les Russes, tous deux ayant pour but la « modernisation du pèlerinage de la Mecque ». Notre flotte de surface, équipée de fusées nucléaires, mouillée dans l'océan Indien, ravitaillée par Djibouti, fait mouvement en défense de l'Islam orthodoxe contre la pression marxo-chiite. Menacé de perdre deux ou trois villes-garnison (en Iran toutes les villes sont objectif militaire à cause du régime, ce

qui ôte toute distinction embarrassante entre stratégie anticité et anti-force), le Chah, non seulement recule, mais nous concède le marché de l'usine de yaourts clé-en-main de Chiraz. Un accord culturel est signé avec l'académie militaire saoudienne. L'Asie tout entière se sent remplie de respect pour nos forces qui, les premières, ont su relever le flambeau abandonné par les Américains depuis le limogeage malheureux de Mac Arthur qui voulait atomiser la guerre de Corée pour reprendre la Chine.

Non, M. Barre n'est pas un dangereux imbécile. Il essaye simplement de tirer parti de cet armement, de lui faire dire quelque chose qui se tienne. C'est difficile. Il ne nous convaincra pas, mais il risque de convaincre certains militaires. Il déborde et en même temps il enterre complètement l'idée gaulliste. De Gaulle croyait que la bombe pouvait, de manière crédible, servir seulement à protéger le « sanctuaire national ». Mais De Gaulle avait une toute autre politique internationale. Il défiait les Américains dans le monde entier, au moins verbalement, il ne les appuyait pas. Barre pas si bête, envisage évidemment des actions agréables aux Etats-Unis, et, du coup, en Europe comme dans le monde entier, il a une marge de manœuvre bien plus grande. C'est une « grandeur en sous-traitance ». Nos petits « piou-piou » vont repartir vers les mers chaudes, comme au bon temps de l'empire, et ils sont même autorisés à prononcer des menaces nucléaires contre des pays non-nucléaires, d'un type tellement odieux

qu'les Américains préfèrent ne pas s'en charger, surtout Carter, évangélique et moral.

Une fois l'habitude prise — et elle se prend vite : depuis la fausse expédition du Liban et la demi-expédition du Zaïre, l'armée française se conditionne à son nouveau rôle de Légion étrangère des Etats-Unis —, il sera très difficile de prouver à nos militaires que ce n'est pas notre bombe qui nous donne cette capacité de « dissuasion positive » prévue par les théoriciens américains de la dissuasion, mais jamais mise en pratique par eux-mêmes. La dissuasion positive c'est l'art de tirer des avantages concrets par la menace nucléaire latente. Les tâches plus fades et plus terre à terre de défense de l'autodétermination du peuple français auxquelles un gouvernement de la gauche pourrait convier nos officiers sont déjà l'objet d'attaques de la part du Premier ministre. Le projet bénin de Force de mobilisation populaire préparé par le PS, n'est en l'état actuel qu'un prolongement de l'esprit de la Résistance, et même de la DOT telle qu'elle avait été pensée par De Gaulle (et qui a été récemment supprimée parce que d'inspiration trop populiste). M. Barre le décrit comme « rappelant les milices de sinistre mémoire ». De quelles milices M. Barre a-t-il une mémoire sinistre ? S'agit-il des milices nazies de Darnand ? Mais il est clair que le CERES n'en veut pas. Il s'agit tout simplement des FFI et des FTP qui sont de sinistre mémoire pour une grande partie de la bourgeoisie française, celle des traîtres, celle des Versaillais et des Vichystes qui préfère toujours l'invasion à la pression populaire. La bombe est contre « l'esprit de la Résistance ».

Tout cela pour dire que la bombe aujourd'hui non seulement ne nous protège pas d'une pression internationale, mais elle est le principal véhicule politique de la démobilitation populaire. La gauche, qui par définition doit compter sur ses propres forces politiques, en s'encombrant de cette succursale opérationnelle de l'appareil américain, aujourd'hui intégré politiquement dans la doctrine Nixon, se lie les mains et doit naviguer au plus près dans un langage fou, celui des scénarios nucléaires d'état-major qui n'ont de sens que pour un pouvoir de droite antipopulaire. La proposition du PC de nommer un collègue politique assistant le président paralyserait toute décision : c'est un emplâtre sur une jambe de bois. M. Barre en ricane, il a raison. L'abandon de la stratégie anticité dans la stratégie européenne, cela n'a

guère de sens non plus et les stratèges nucléaires auront vite fait de démontrer aux néo-stratèges de gauche que la stratégie antiforce n'est possible qu'à une superpuissance nucléaire. Une puissance nucléaire moyenne ne peut viser que des objectifs fixes et concentrés. Les villes. Les objectifs force sont forcément mobiles et dilués en ambiance d'alerte nucléaire. Le moins qu'on puisse dire c'est que les dirigeants du PC se sont trop pressés de prendre des positions précises dans un domaine qu'ils connaissent mal sans doute. Quant au PS, où le débat n'est pas encore étouffé, il consacrerait une convention nationale au problème de la défense. Tout espoir n'est peut-être pas écarté de voir réparée une bourde extraordinaire de l'union de la gauche qui, en se ralliant à la bombe, a cru sans doute naïvement se rallier seulement à un beau matériel — et le matériel est bon, la question n'est pas là —, sans penser qu'il n'y a pas de matériel sans doctrine d'emploi et sans doctrine de défense ; et pas de défense sans contenu de classe.

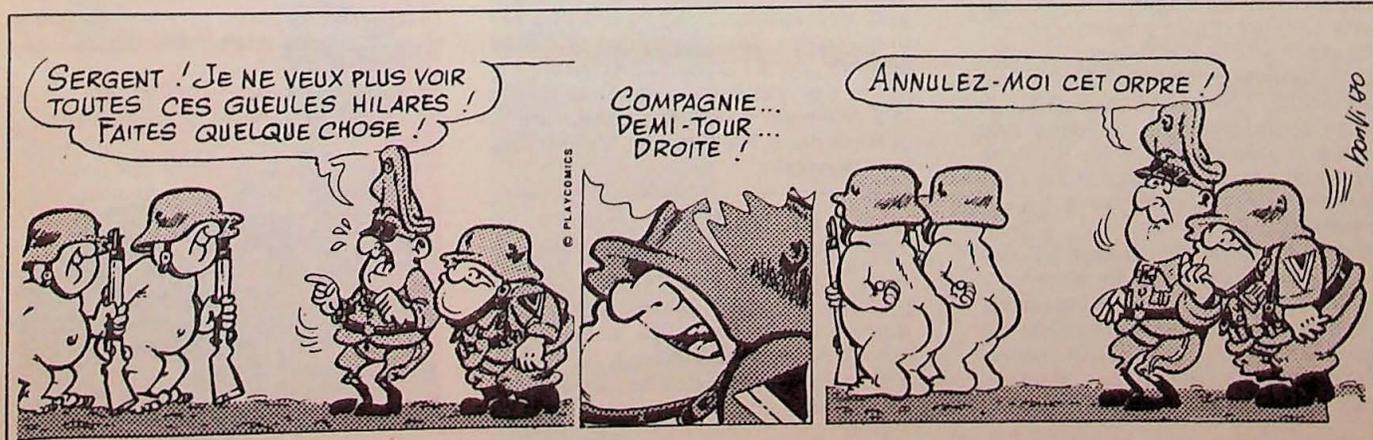
Alain JOXE ■

accidents à l'armée : un dossier contre la fatalité

Le 7 avril 1976, dans le massif de Taillefer, une avalanche emporte une section d'une compagnie du 6^e bataillon de chasseurs alpins de Grenoble : trois morts, dont Bernard Bridet ; son père porte plainte auprès de la justice civile. Le 15 avril, un camion d'une autre section de la même compagnie se renverse dans les gorges d'Engins (Vercors) : un mort. Dans les deux cas, plusieurs blessés. L'armée, le *Dauphiné libéré*, disent : fatalité. Mais les soldats du 6^e BCA ne le pensaient pas. Ne pouvant mener l'enquête à l'intérieur de la caserne, ils ont appelé à la constitution d'une commission d'enquête civile.

Constituée actuellement de l'UL-CFDT, la FEN, le SAF, des guides de haute montagne, la LCR, le PSU, l'OCT, le Groupe de lutte antimilitariste grenoblois et du PS en tant qu'observateur, la commission a publié, courant mai, un dossier (1) qui rassemble les éléments établissant la responsabilité de la hiérarchie militaire, appelle à la création de commissions d'enquête après chaque accident à l'armée, retrace le rôle du Comité de soldats du 6^e BCA dans la constitution de la commission constituée à Grenoble et présente les positions de syndicalistes, de montagnards (guides du Syndicat des guides), de juristes (avocats du SAF), d'autres comités de soldats concernés par les accidents en montagne, de la CEC, du GLAM, du PS...

(1) Brochure disponible à la Fédération PSU de l'Isère, 43, rue du Vercors, 38000 Grenoble (prix : 12 ou 15 francs). Souscription ouverte à la même adresse.



Dessin Bonvi

luttons en classe

écoliers et ouvriers

La CFDT a tenu le 8 juin une importante conférence de presse sur les problèmes de la formation, avec notamment Michel Rolant secrétaire national. La réforme Haby, les gadgets de monsieur Stoleru et les dernières mesures du Plan Barre « bis » concernant les jeunes sont, a-t-il dit, les trois volets d'une même politique : le pouvoir et le patronat, à la faveur de la crise, avec l'aide des fonds publics, accélèrent le processus de restructuration industrielle ; cette restructuration se traduira (elle se traduit déjà), par la réduction des emplois qualifiés, au niveau des ouvriers professionnels, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres. D'où, la volonté politique de restructurer le système éducatif pour ajuster aux nouvelles structures des postes à prévoir.

Mais cette politique se traduira inévitablement par une dégradation de la qualification et le chômage accru des jeunes. De même, il faudra bien sélectionner pour répondre aux emplois qui sont l'objet de discrédit de la part des jeunes. D'où dans la conjoncture présente, mais avec la pérennité toujours possible des mesures en cours, le dispositif mis en place par le Plan Barre « bis » pour dégonfler les statistiques de chômage, gagner du temps en mettant les jeunes demandeurs d'emploi en « formation ». D'où enfin, toute une campagne mystificatrice en faveur de la « revalorisation du travail manuel ».

Après avoir rappelé les objectifs de la réforme Haby — renforcement de la sélection et de la division du travail, baisse importante de la « culture générale », réduction de l'esprit critique, développement de l'apprentissage et de la formation patronale (ce qui conduit à une forme de privatisation), renforcement de l'autorité et de la hiérarchie, Michel Rolant a stigmatisé les méthodes du pouvoir pour imposer sa réforme, et notamment la politique des « petites doses » : à partir d'une loi d'orientation « vide », les contenus se précisent avec décrets, circulaires, notes ministérielles, parfois contre l'avis des divers conseils d'enseignement.

les « points chauds » de la rentrée

Le point le plus intéressant de la conférence de presse a concerné les raisons de l'intervention d'une confédération ouvrière sur les problèmes de la formation : les problèmes de l'éducation ne sont pas l'apanage des seuls spécialistes ; la CFDT veut que tous les travailleurs se sentent impliqués et concernés dans la lutte à engager.

Elle a rappelé que la présence organique, au sein de la CFDT, de la fédération de l'enseignement privé et du SGEN est la garantie d'une articulation des luttes des travailleurs des secteurs privés et de l'Education

nationale, non seulement pour faire échec à la réforme en cours, mais pour les transformations fondamentales, éducatives, culturelles et sociales.

Quels seront les principaux points chauds de la rentrée 77/78 ?

● *L'âge d'entrée à l'école primaire à six ans avec dérogation possible à cinq ans.* Ainsi, l'école maternelle se trouve détournée de son but : le tri des « précoces » et des autres, prendra le pas sur le reste ; seront favorisés, en conséquence, les « apprentissages » intellectuels qui sont les critères majeurs de ce tri.

Bien sûr, les élèves en difficulté pourront bénéficier d'une demi-heure par jour de soutien apporté par leur instituteur. Mais on organise le travail en fonction de ceux qui n'auront pas de difficulté et on prévoit en plus quelque chose (mais quoi ?) à l'intention de ceux qui en auront. Ainsi, on crée non pas un esprit d'émulation, mais un esprit de concurrence qui s'inscrit tout à fait dans la logique du système.

L'expérience pourtant, montre que c'est dans la précipitation à vouloir faire franchir rapidement aux enfants certaines étapes qu'il faut trouver l'origine de la plupart des difficultés dans le premier cycle de l'enseignement secondaire.

● *L'entrée en classe de 6^e.* L'entrée va de soi, pour « tous les enfants » ayant terminé leur scolarité primaire. Mais attention, il y a les autres : 30 % environ du contingent ! Ceux qui auront atteint treize ans et n'auront pas suivi le CM 2 entreront directement dans une classe de section d'éducation spécialisée (SES) à dominante professionnelle ou dans une classe « préprofessionnelle ». Ceux qui auront atteint quatorze ans passeront en « classe préparatoire à l'apprentissage ».

La réforme Haby n'abroge pas les articles 56 et 57 de la loi Royer qui permet « d'orienter » vers la vie active, dès l'âge de quatorze ans et dans les pires conditions, des jeunes considérés comme insuffisamment « doués ». Ainsi la classe de 6^e, et surtout celle



Photo Maillac

de 5^e, vont être plus que jamais un palier déterminant.

● *Les enseignements de soutien en 6^e.* Il n'est pas exagéré de parler, ici, d'une véritable escroquerie. Prétendre innover parce qu'on accorde la possibilité d'une heure de plus d'enseignement par semaine au tiers des élèves, dans seulement trois matières (français, maths et langues vivantes) est d'autant moins sérieux que, dans le même temps, on supprime les possibilités de redoublement.

des objectifs pour aujourd'hui

Comment faire échec à cette politique ? Il ne s'agit pas de se battre pour le maintien de l'état de chose existant. Il faut aussi se battre contre la logique même de la réforme, qui constitue une menace directe pour les enfants des travailleurs.

Dans cette perspective, la lutte doit s'accentuer pour obtenir : l'abaissement à vingt-cinq du nombre maximal d'élèves en toute classe ; le maintien (et l'extension) des doubléments de classe ; pour les jeunes, le droit à la poursuite des études ou à la formation permanente, durant toute leur vie de travail ; pour les enseignants une formation initiale, permanente et une organisation du travail permettant le jeu de la responsabilité pédagogique collective et la prise en compte des droits de l'enfant ; pour les mêmes enseignants, le droit à l'initiative et à l'expérimentation pédagogique, l'organisation de stages en entreprises ; l'ouverture des établissements scolaires et des foyers socio-éducatifs aux travailleurs et aux réalités politiques, sociales, économiques, culturelles dans le respect des opinions philosophiques et religieuses des parents et des enfants ; dans l'immédiat, développement des collèges d'enseignement technique dans l'attente de leur intégration dans les structures de formation générale.

unité populaire

La lutte contre la réforme Haby, pour ces objectifs, la CFDT entend la mener de la façon la plus large possible, dans les quartiers, à l'école, avec les mouvements de jeunes, les syndicats d'enseignants, les fédéra-

tions de conseils de parents d'élèves, les associations populaires familiales et plus généralement tous les travailleurs, dans le respect d'une unité d'action négociée et de l'autonomie des organisations.

En conclusion Michel Rolant a précisé que cette lutte ne serait pas suffisante si elle ne s'articulait pas avec les luttes des travailleurs dans les entreprises pour casser la division du travail, pour l'emploi, la grille unique de classification, l'amélioration des conditions de travail, le pouvoir d'achat, pour modifier les rapports de pouvoirs.

Stéphan LYLLAN ■

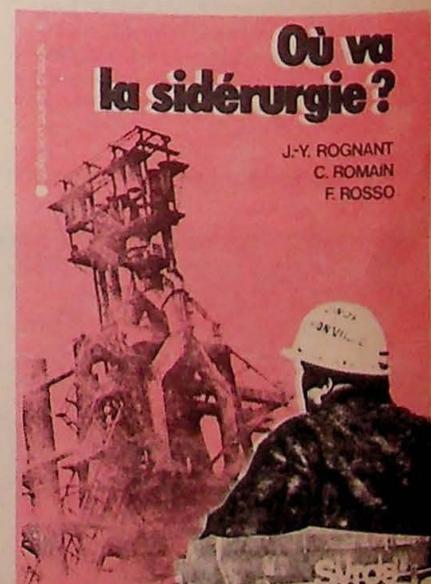
vient de paraître :

aux Editions Syros

dans la collection
« Points chauds »

•
où va la sidérurgie ?

•
J.-Y. Rognant
C. Romain
F. Rosso
15 francs



les exclus de l'intérieur

après l'affaire Fournon, l'affaire Taillasson

Le *Piston français*? C'est une entreprise métallurgique d'une centaine de salariés, en Seine-et-Marne. Et c'est une direction de choc ; qui refuse les réunions des délégués du personnel pendant l'été 76 après la création d'une section syndicale CFDT en mai ; qui interdit les diffusions de tracts sur les lieux et pendant les heures de travail ; qui licencie, mute, met à pied les cinq délégués CFDT, réduit leurs primes (de moins de 250 à moins de 75 F), multiplie les lettres recommandées à leur égard (24 lettres en dix mois dont 13 pour avertissements) ; qui licencie — en janvier 1977 — des ouvrières syndiquées dont le contrat de travailleuses temporaires vient d'être renouvelé.

— 11 février 1977, M. Taillasson, directeur, écrit aux délégués du personnel : « En abusant de tracts et de télégrammes tendancieux (vous semez) le doute dans l'esprit de nos clients qui nous harcèlent de renseignements sur la fiabilité du *Piston français*. Votre intention est bien de couler l'entreprise au mépris des droits et de l'avenir de vos mandants d'un jour... ».

— 4 mars 1977, le délégué syndical, M. Laplace, candidat aux élections municipales sur une liste d'union de la gauche à Melun, reçoit une lettre de licenciement : «... Nous assimilons à une faute grave l'utilisation tendancieuse du nom et du renom du *Piston français* à des fins politiques favori-

sant votre candidature aux élections municipales. Vous agissez sciemment dans le but de nuire à notre société malgré les mises en garde et avertissements verbaux qui vous ont été signifiés ».

Le 1^{er} juin dernier, le tribunal a ordonné la réintégration du délégué syndical. Mais une partie du personnel, effarouchée par les pressions qu'exerce la direction (qui, lors des élections professionnelles, a menacé de fermer l'atelier d'électronique et de licencier le personnel si l'on votait CFDT), s'y oppose malgré un constat d'huissier et le dépôt d'une plainte pour entrave à la liberté syndicale.

La situation au *Piston français* n'est pas sans rappeler l'affaire Fournon.

Fournon, président du Comité de défense de l'entreprise libre (CODEL), a d'ailleurs adressé au *Piston français* une bien émouvante lettre dont *Tribune socialiste* cite ici quelques extraits :

Madame, Monsieur,
«... Les milliers de lettres de soutien que nous recevons, et dont plus de 60 % émanent d'ouvriers, démontrent qu'en France il y a un très grand malaise voilé, et qu'une énorme majorité silencieuse n'ose pas se réveiller contre le syndicalisme politique, contre l'alliance PC-CGT, n'ayons plus peur des mots.

Le seul but d'une poignée d'irresponsables sous diktats extra-français est d'amener notre pays à un système collectiviste qui nulle part dans le monde n'a démontré qu'il amenait aux populations ouvrières un meilleur bien-être que dans les pays de libre entreprise.

J'en appelle donc véritablement au fond de votre âme, car cette étincelle, partie de notre

petite entreprise, semble révéler une troisième force nationale en sommeil qui peut très vite mettre à bas la politique politicienne de notre pays... Si vous ne faites rien, vous porterez autant que les destructeurs la responsabilité de la déchéance de la France à partir de 1978. Que vous soyez restés silencieux jusqu'à présent, c'est possible : tout n'allait pas si mal. Mais la dernière heure a sonné et le réveil 78 risque d'être dur pour tous.

Le CODEL, unique en France et pour la première fois, regroupera des ouvriers, des paysans, des patrons, en passant par tout le reste de la population y compris les retraités... Convaincu que nous gagnerons ce grand combat national pour la continuation de notre si beau pays qu'est la France libre, le CODEL a pour but : la dépolitisation dans le travail pour le bien des salariés des entreprises ; de redonner le goût du travail et d'entreprendre à tous les salariés et chefs d'entreprise ; de réduire le chômage dont une des causes essentielles est la politisation des entreprises... »

Ben voyons !

pour aider les nettoyeurs du métro, une heure de salaire

Les nettoyeurs du métro parisien — environ un millier de travailleurs, pour la plupart immigrés — ont tenu bon. Malgré les tentatives de division, malgré les intimidations, les menaces de licenciement, la grève active en est à sa cinquième semaine (voir *TS*, n° 745).

Les entreprises de sous-traitance qui les emploient n'appliquent pas la convention collective, que ce soit en matière de salaire, de conditions de travail (sécurité, hygiène). Les propositions restent notablement insuffisantes. C'est l'assemblée qui en décide jour après jour, assemblée permettant ainsi que se renforcent la conscience de classe, la solidarité et le désir de ne laisser à personne la res-

ponsabilité de décider à la place des grévistes.

Par des galas de soutien, des manifestations de rue, des interventions explicatives auprès des voyageurs, auprès des agents de la RATP (très divisés et donc passablement paralysés sur les formes que pourraient prendre leur solidarité), les grévistes se donnent les moyens de surmonter le découragement et la lassitude.

Partisan d'un compromis, la CGT, majoritaire dans une des sociétés sous-traitantes n'a pas été suivie. De son côté, la CFDT soutient la lutte sur les bases de la plate-forme revendicative et des débats de l'assemblée générale. Un tract est massivement distribué cette semaine par l'union départementale CFDT suggèrent que chaque salarié offre une heure de salaire. Un appel qui pourrait faire l'unité des travailleurs de la Régie des transports parisiens (CCP 34 99 81 06). M.C. ■

après la mort de Mireille Bressolles

Le 20 mai dernier, Mireille Bressolles mourait au centre hospitalier de Dijon, après plus de deux mois de grève de la faim. Une grève débutée le 7 mars pour obtenir sa réintégration comme agent hospitalier principal à l'hôpital d'Auxerre, après cinq ans de combat légal, solitaire et vain.

Mireille est morte alors qu'on croyait — qu'elle croyait — gagnée la bataille qu'elle menait depuis 1972 : le conseil d'administration de l'hôpital de Tonnerre ne venait-il pas, le 9 mai, de lui accorder un poste d'agent principal titulaire ?

Victoire trop tardive pour Mireille. Pis : fausse victoire car la direction de l'action sanitaire et sociale n'a pas entériné la décision du conseil d'administration ; Mireille n'est pas réintégrée et son fils ne touchera ni le capital-décès, ni la pension d'orphelin auquel il aurait eu droit si sa mère avait gagné.

Pourquoi tant d'acharnement ? Parce que même la morte ne peut avoir raison contre l'administration, la justice, le corps médical, la presse et les pouvoirs publics coalisés : l'administration hospitalière qui a traduit Mireille en conseil de discipline pour insoumission à la hiérarchie et obtenu sa rétrogradation ; la justice — tribunal administratif et Conseil d'Etat — qui ont confirmé la

sanction ; le corps médical dont trop de membres ont refusé de suivre Mireille pendant sa grève ; les pouvoirs publics — le préfet et ce M. Soisson, maire d'Auxerre et secrétaire d'Etat républicain indépendant — qui ont refusé d'intervenir ; les médias — presse, radio et télé — qui ont refusé de parler de Mireille aussi longtemps qu'elle n'était pas morte.

La famille de Mireille a décidé de porter plainte. Et le comité de soutien (PSU, PS, LCR, OCI, PCR, CFDT, Planning familial, groupe femmes d'Auxerre et inorganisés), qui seul a bataillé pour que Mireille gagne, va publier une brochure sur cette affaire ; il prépare, par ailleurs, un

« gala de soutien » avec C. Ribero, G. Moustaki et F. Béranger. ■

les femmes, ensemble

Militantes politiques (PSU, PCF, PS, Parti féministe unifié), syndicalistes (CGT, CFDT, FEN), animatrices de mouvements et associations divers (Vie nouvelle, MIFAS, Ligue du droit des femmes), militantes de groupes « femmes », elles se sont, pour la première fois, rencontrées le 14 juin 1977. Pour confronter leurs analyses et leurs expériences. Et pour dénoncer le projet de loi instituant un « congé de mère » qu'allait débattre le Parlement.

Le congé en question est devenu

« congé parental », accessible aux hommes. Certes, il ne sera pas rémunéré — ce qui découragera bien des hommes et des femmes d'en user — et il ne concerne pas les entreprises de moins de 200 salariés. Il n'empêche : c'est un succès pour le Mouvement des femmes, qui s'est toujours battu contre la division des rôles masculins et féminins.

Mais plus encore que ce succès compte, sans doute, la rencontre même du 14 juin entre femmes d'horizons divers. D'autant que de nouvelles confrontations sont prévues. La prochaine ? Elle aura lieu le mercredi 29 juin, au Centre anti-impérialiste, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, à 20 h 30. ■



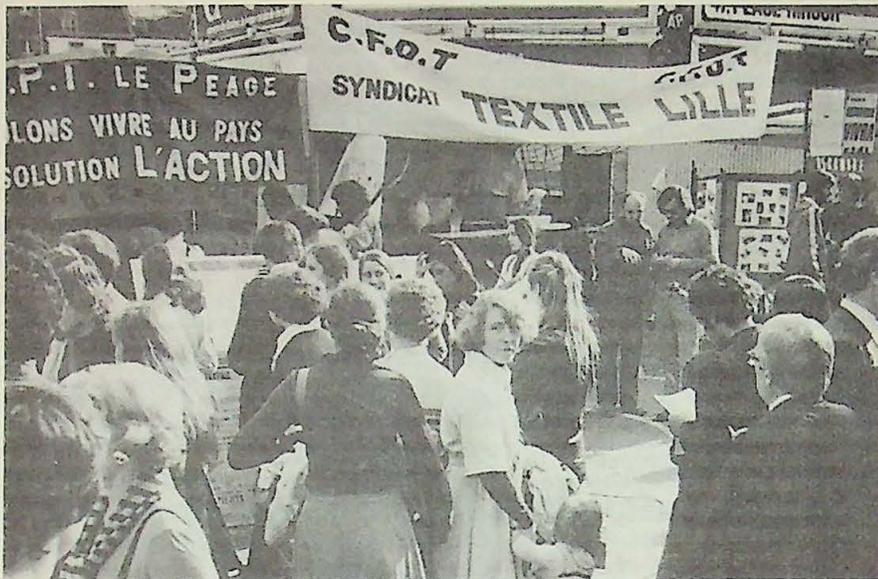
allo, 622-34-23 ?

Dorénavant, en plus du journal *l'Information des femmes* qui paraît tous les mois, vous pourrez téléphoner au 622-34-23.

Un répondeur automatique enregistrera vos questions, messages, informations en attendant la parution du prochain numéro d'*Information des femmes* (14, rue Saussier-Leroy, Paris-17^e). Ainsi, tous les jours, les dates de rencontres ou de manifestations que nous communiquent le Mouvement des femmes vous seront données. ■

la parole à

Albert Mercier : élargir le pouvoir



T.S. : La plate-forme d'objectifs immédiats de la CFDT a été élaborée après un long processus de discussion. A quelle démarche correspond-elle dans la période actuelle qui précède la venue éventuelle de la gauche au pouvoir ?

Albert Mercier : Nous sommes dans une période de crise. Les travailleurs la subissent. La plate-forme apporte des réponses immédiates. Celles-ci concernent aussi bien les problèmes des salaires, de l'emploi, des conditions de travail que des droits sociaux. Le deuxième axe de la plate-forme part de l'analyse, par la CFDT, que les enjeux de la période à venir sont considérables. En tant qu'organisation autogestionnaire de masse dans la classe ouvrière, elle voulait traduire, pour la période actuelle, les aspirations des travailleurs à maîtriser leur situation dans des objectifs concrets.

Depuis septembre dernier, nous avons voulu analyser précisément nos priorités et à travers quels objectifs les traduire ; à la fois pour donner des solutions à une situation de crise et amorcer des changements permettant d'aller vers le socialisme autogestionnaire. C'est ce souci qui a constamment dominé le débat. Qu'il y ait eu beaucoup d'amendements est une chose. Mais une évidence demeure : la totalité des organisations de la CFDT a voulu concrétiser les changements nécessaires. Nous n'avons pas recherché la perfection mais le meilleur contenu, le plus opérationnel possible.

T.S. : Vous avez affirmé à plusieurs reprises que le socialisme autogestionnaire dépasse le seul cadre de la CFDT. Vous avez déclaré qu'il constituait la seule perspective cohérente pour la gauche. Votre analyse s'appuie sur certaines évolutions de la CGT et du PCF. N'avez-vous pas l'impression que c'est avant tout tactique et conjoncturel ?

A.M. : Je ne crois pas. Quand la CFDT dit que l'idée du socialisme autogestionnaire s'impose et s'imposera de plus en plus à la gauche, elle prend en compte divers aspects. Il y a l'évolution d'organisations comme le PCF et la CGT. Nous sommes d'autant plus entraînés à le remarquer que

nous avons bien connu, pour ne pas dire subi, les positions qu'elles avançaient contre l'autogestion, assez récemment encore. Mais il y a aussi une poussée en faveur de l'autogestion dans toute la vie sociale actuelle. Les travailleurs, les consommateurs, les locataires recherchent un contrôle, une maîtrise plus effectifs sur tous les éléments constituant leur vie. Tout ça n'est pas nouveau. Mais nous considérons que cette volonté devient le moteur de l'action des gens. C'est en ce sens que nous pouvons dire qu'elle devient la seule idée unificatrice dans la gauche.

Par exemple, pour les entreprises nationalisées, dans notre plate-forme, nous ne nous sommes pas attachés à définir les meilleures structures, pour ensuite en convaincre les travailleurs. Nous avons surtout voulu définir les moyens de leur donner une maîtrise sur tout ou partie de leur travail, de leur vie. A partir de là, on peut étendre les responsabilités et les pouvoirs.

T.S. : Pensez-vous que la démarche actuelle des forces de gauche, guidée par le Programme commun en particulier, en tiendra vraiment compte ?

A.M. : Nos craintes réelles tiennent à la fois à ce qu'on peut lire dans le Programme commun, dans les propositions avancées par la gauche pour les nationalisations, mais aussi au fait que tout ne sera pas facile après une éventuelle victoire de la gauche. La droite ne restera pas l'arme au pied. Historiquement, dans ce type de circonstances, la tendance des expériences de gauche a été de tout centraliser, car c'est plus facile de maîtriser. Nous pensons au contraire, que la multiplication, la décentralisation des pouvoirs et des moyens d'intervention des salariés, donnera des garanties, des possibilités plus grandes pour la poursuite d'une marche au socialisme. Nous disons donc comment entamer ce processus, comment éviter les erreurs de la centralisation, de la bureaucratie qui ont fait dégénérer tant d'expériences historiques.

T.S. : Ne pensez-vous pas qu'il n'y a pas que le risque de centralisation, mais aussi celui de non-transformation, de redressement de quelques grands équilibres économi-

La CFDT a, voici quelques jours, rendue publique sa « plate-forme de revendications et d'objectifs immédiats ». *Tribune socialiste* (n° 746) a déjà présenté les revendications de la Confédération : une centaine. Cette semaine *TS* a rencontré Albert Mercier, responsable du secteur actions revendicatives à la CFDT, qui répond aux questions de notre collaborateur.

ques, bref de continuer la gestion du système capitaliste ?

A.M. : Nous n'avons pas à préjuger de l'application du Programme commun. Nous avons, c'est vrai, établi notre plate-forme en tenant compte de certaines déviations possibles, mais pas en fonction du Programme commun. Garantir des pouvoirs pour les travailleurs, acquérir de nouveaux droits, voilà le sens profond de notre action. Pour le reste, les difficultés de la période, la gestion de la gauche, notre plate-forme en a été indépendante. Elle est réaliste par rapport à la période actuelle. Elle est cohérente. Elle résulte de choix. Nous n'envisageons pas que l'intégralité des objectifs puisse être réalisée du jour au lendemain, dans les trois mois suivant l'arrivée de la gauche au pouvoir. Des négociations s'engageront pour fixer, sur certaines parties, les étapes nécessaires, parfois pour des raisons de coût. Mais dans l'ensemble, nous estimons que d'une avancée, un premier pas en avant peut être réalisé sur chaque point.

T.S. : Quels sont alors dans votre plate-forme, les objectifs nouveaux par rapport à tous ceux que vos congrès et conseils avaient déjà formulés ?

A.M. : Je les dirai dans le désordre : — *Sur l'emploi tout d'abord.* Il y a le droit de veto des comités d'entreprise à tout projet de licenciement collectif. Il permettra de laisser le temps aux salariés de débattre de la situation dans laquelle ils se trouvent et de bloquer l'autorité, l'arbitraire patronal.

— *il y a, en deuxième lieu, les comités locaux pour l'emploi qui, grâce au droit de veto des CE, seront saisis des licenciements collectifs, mais aussi de tout projet de création d'emploi.* Nous entendons par là faire peser une contrainte importante sur les employeurs d'une façon générale et donner aux collectivités locales une possibilité d'intervention qu'elles n'ont pas aujourd'hui, hormis par le jeu des relations personnelles de tel ou tel élu. L'exemple de la sidérurgie est significatif : les maîtres de forges décident de la vie ou de la mort de régions entières sans aucun contrôle.

— *Il y a une troisième mesure fondamentale : sur les conditions de travail.* Les accidents de travail s'accroissent. Nous demandons que les membres des comités d'hygiène et de sécurité aient un droit de veto en cas de danger imminent, pour arrêter l'installation. C'est le seul moyen pour empêcher des drames que tout le monde pleure après l'accident (parfois hypocritement).

— *Quatrième objectif fondamental : sur les salaires.* Au-delà de la revendication du SMIC, nous réclamons la publication des salaires et l'obligation de les négocier dans l'entreprise et de ramener la hiérarchie (du plus bas au plus haut salaire) de 1 à 6. Cet objectif est considérable par rapport à la situation actuelle où les rapports attei-

gnent des records d'inégalité (1 à 40, voire 1 à 50 dans certaines entreprises, comme Dassault par exemple). Tous les salaires distribués devront relever d'un champ conventionnel quelconque.

— *Cinquième aspect :* consacrer 1 % des heures travaillées par mois à une libre information et à un débat sur les conditions de travail, l'organisation du travail dans l'entreprise. Cette revendication donnera aux travailleurs le temps et les moyens de se réunir, d'intervenir pour les transformer.

— *Sixième objectif important :* la réduction des inégalités devant les droits sociaux. A l'heure actuelle, l'accès aux droits sociaux relève trop souvent de situations privilégiées. Nous avançons le droit d'usage des logements pour les locataires les ayant occupés pendant trente ans.

— *Le septième objectif nouveau vise à instaurer une confrontation entre les comités d'entreprise et les collectivités locales* sur l'utilisation des moyens matériels des premiers et l'inverse éventuellement.

— *Enfin le dernier point que je mentionnerai concerne les conseils d'atelier.* Nous entendons grâce à cette structure donner aux travailleurs un réel pouvoir. Nous y reviendrons.

T.S. : Vous contestez la division traditionnelle du mouvement ouvrier entre les syndicats qui revendiquent et les partis qui décident. Ne pensez-vous pas que la plate-forme risque de consacrer cette division puisque vous insistez sur le fait qu'elle sera « négociable » avec un gouvernement de gauche ?

A.M. : Non. Nous pensons que c'est par la négociation que nous nous garantirons mieux les espérances pouvant naître d'un changement. Nous n'entendons pas laisser aux partis le soin d'apprécier seuls ce qu'ils peuvent faire ou pas. En ce sens donc, la plate-forme ne « consacre » pas la division. La négociation, rôle essentiel du syndicat, vidé de son sens par le pouvoir et le patronat aujourd'hui, reprendrait ainsi toute sa raison d'être. Notre volonté est de faire en sorte que les changements et les droits des travailleurs soient garantis par tout autre chose que les programmes électoraux, qu'ils se concrétisent par des accords passés avec leurs représentants : les organisations syndicales.

T.S. : Vous dites que cette plate-forme est un outil pour l'action, la mobilisation et la négociation. Quel sera l'élément essentiel ?

A.M. : Ce sera la mobilisation car cette plate-forme comprend des objectifs qui sont négociables, y compris avec le gouvernement actuel. Nous allons mobiliser, car cela favorisera également les convergences, la recherche des objectifs avec d'autres forces syndicales. Ce sera une manière d'assurer les travailleurs

des travailleurs

Y. Sparfel : sur la démarche de la CFDT dans une période qui précède l'arrivée possible de la gauche au pouvoir, sur le socialisme autogestionnaire, sur le rôle respectif des partis et des syndicats, sur la création de conseils d'ateliers dans les entreprises nationalisées, les rapports CGT-CFDT, sur la prise en compte de la plate-forme par le PC, le PS et le MRG. □

d'un réel changement. Nous parlons donc de popularisation, d'action, de mobilisation.

T.S. : Quels en seront les points forts ?

A.M. : Je crois qu'à la rentrée ce sera la plate-forme dans son ensemble qui constituera la proposition de mobilisation. Les revendications sur l'emploi et les salaires conserveront bien entendu toute leur actualité mais nous les élargirons à nos autres objectifs. C'est capital pour le débat qui va s'engager dans la période électorale et pour qu'il n'y ait pas de risques de désillusion par la suite.

T.S. : Le chapitre 7 apparaît comme un point clé de la plate-forme. Il préconise la création de conseils d'atelier dans les entreprises nationalisées. Quel sera son rôle, son mode de désignation, ses rapports dans l'entreprise ?

A.M. : Le conseil d'atelier doit permettre aux salariés de gérer directement tous les éléments qui influent sur leurs conditions de travail : les équipements, les transformations à apporter, les plans de formation nécessaires, l'organisation du travail, les

anciennes divisions fonctionnelles de l'organisation capitaliste du travail.

T.S. : Sur ce chapitre, des organisations ont émis des réserves. Peut-on résumer le débat en disant que certains sont autogestionnaires et que d'autres sont pour le Programme commun comme un minimum ?

A.M. : Je ne m'engagerai pas dans ce type d'affirmation. La plate-forme a été votée par 80 % des mandats, 1 % de contre et 19 % d'abstentions. Il n'y a pas eu d'explication de vote. Je ne peux donc répondre à la place des abstentionnistes. Il y a des réserves, mais elles ne portent pas pour la plupart sur les principes. Certains se sont abstenus parce qu'ils ne voient pas bien comment elle pourra être appliquée dans la période qui nous séparera de la mise en œuvre du Plan, comment ces structures seront mises en place, etc. Le conseil d'atelier par contre n'est contesté par personne. Le débat se poursuivra sur la liaison Plan-nationalisation-marché pour affiner l'analyse. Certains clivages apparaîtront peut-être lors de ce débat avec certains abstention-

forme, on peut avoir l'impression que vous mettez des « contre-poids » par rapport à la puissance de la CGT dans certaines institutions, comme les CE, appelées à jouer demain un rôle nouveau...

A.M. : Il ne s'agit pas de faire des contre-poids, mais d'élargir les capacités d'intervention des travailleurs et de garantir l'indépendance syndicale. Nous ne rêvons pas à une société sans conflits. Le syndicat sera toujours l'organisation traduisant à travers la revendication les causes du conflit.

T.S. : Jusqu'où négocierez-vous votre plate-forme ? Où se situe la volonté d'obtenir l'essentiel ? Où se situe le compromis ? Le gouvernement de gauche ne pouvant tout satisfaire qu'entendez-vous par première étape significative pour chaque objectif ? Où seront les priorités ?

A.M. : Ce qui sera prioritaire, correspondra à ce que « porteront » les luttes et la mobilisation sociale. Il faudra, selon nous, aller vite dans la création de nouveaux droits pour les travailleurs et en ce qui concerne les mesures sur l'emploi. L'axe essentiel concerne les droits et libertés. Pour le reste, nous demanderons que soient prises les mesures les plus efficaces pour la satisfaction des besoins sur les salaires, l'emploi ou les conditions de travail. La négociation cadrera, non seulement les étapes, mais aussi l'objectif total. Ainsi on ne s'attend pas à ce que le plein-emploi soit restauré dans les mois qui vont suivre. Mais nous disons que le gouvernement devra commencer à prendre les mesures structurelles nécessaires pour le résorber. Mais nous ne ferons aucune démagogie.

T.S. : La volonté des partis de gauche de prendre en charge votre plate-forme n'est pas évidente si on observe leur comportement actuel et si on analyse la logique du Programme commun. La CFDT ne risque-t-elle pas de se retrouver isolée sur la scène politique ?

A.M. : C'est une question qui essaye de nous faire « lire dans le marc de café ». La plus mauvaise hypothèse que nous ayons envisagée, serait l'échec de la gauche en 1978. Dans ce cas, notre plate-forme demeurerait de toute façon un élément de rassemblement pour faire face à la déception en cas d'échec et assumer l'action des travailleurs.

Si la gauche prend le pouvoir, nous aurons une situation meilleure. Nous sommes optimistes, car nos propositions sont réalistes et qu'elles correspondent à des aspirations profondes des travailleurs. Si pour des raisons bureaucratiques ou de gestion, un gouvernement de gauche ne les prend pas en compte, on fera ce qu'on a toujours fait : on essaiera de les imposer.

Nos revendications ne sont pas maximales. Elles ont une autre orientation. La CFDT est porteuse de l'autogestion. Elle le demeurera. Nous rendrons service à la gauche en faisant porter le débat et la mobilisation autour d'objectifs amorçant un processus autogestionnaire. Nous pou-

vons ainsi gagner d'autres couches populaires à la gauche. En effet, le risque est grand, si nous n'intervenons pas, que la victoire de la gauche ne se traduise que par les mesures concernant leur situation immédiate contenues dans le Programme commun. En proposant de nouveaux objectifs, en les garantissant par une négociation, nous renforçons la crédibilité d'une victoire de la gauche. Par rapport aux partis, nous n'avons pas failli à notre mission, à notre rôle.

Propos recueillis par Y. SPARFEL ■



Photo Gornek

effectifs, les horaires et les structures d'autorité.

Cet organisme sera élu par les travailleurs. Nous n'avons rien tranché sur le mode de désignation, mais a priori nous souhaitons que ce ne soit pas sur listes syndicales. Nous ne voulons pas que le syndicat participe à la gestion. Le conseil d'atelier négociera un contrat avec la direction de l'établissement ou de l'entreprise, concernant les objectifs de l'entreprise ou, par exemple, l'enveloppe financière dans lequel il pourrait exercer sa fonction. Mais nous n'avons pas précisé le contenu de cette gestion dans le détail. Il ne sera pas consultatif ; c'est lui qui décidera. Il appartiendra aux travailleurs dans les entreprises de fixer sa dimension compte tenu de la réalité de chacune des entreprises.

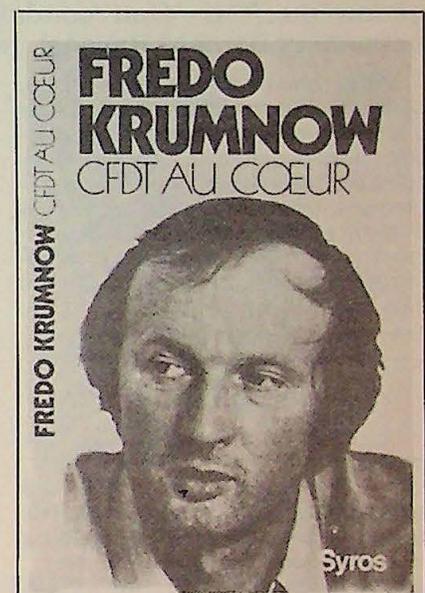
Nous voudrions qu'il comprenne tous les gens faisant partie de l'atelier, qu'il ne reproduise pas les

nistes, mais on ne peut dire sur quel point précis. Je pense qu'on peut surmonter les dernières réticences. Le document sera publié à la fin de l'automne. Il clarifiera les modalités de création des structures de pouvoir des salariés et les rapports Plan-nationalisation.

T.S. : Quels vont être les rapports CGT-CFDT prochainement ?

A.M. : Nous allons faire parvenir notre plate-forme à la CGT. Nous allons en débattre avec elle. Nous pensons que si la CFDT effectue son travail de mobilisation et de popularisation, nous pouvons aboutir à certaines convergences sur l'essentiel avec eux. Notre bureau national décidera de la période et de la façon de mener le débat. Il portera sur des objectifs précis qui éclaireront le contenu des divergences entre nos organisations sur certains problèmes.

T.S. : A la lecture de la plate-



prix : 22 F

CFDT au cœur n'est pas le livre d'un théoricien du syndicalisme ni du socialisme autogestionnaire. En 1943, Fredo Krumnow entre dans le monde du travail. Il a 16 ans. De 1946 à 1951, il est permanent de la JOC. Puis, pendant quinze ans, il travaille dans une usine du textile à Pfaffstatt, en Alsace. Militant PSU et syndicaliste actif, il devient, en 1966, permanent syndical. Sa réflexion se nourrit des leçons, riches et nombreuses, tirées de l'action « sur le terrain ». Son soutien quotidien aux travailleurs lui fait sillonner la France entière. Une volonté d'anime : l'émancipation des travailleurs. Elle passe par l'expression collective de ceux-ci, car, pour être réelle, elle doit être leur œuvre. Aussi, ce dirigeant confédéral n'avait-il rien du lointain bureaucrate. Il savait écouter, comprendre, aider. Partisan du socialisme autogestionnaire, et l'un de ses pionniers et défenseurs les plus farouches, il nous introduit au cœur d'une CFDT qui change et s'enrichit. C'est donc également à un voyage, au sein de cette centrale qui « épousa le mois de mai » et dont Krumnow ne voulait pas qu'elle déçoive ses nombreux adhérents et sympathisants, que nous invite *CFDT au cœur*. ■

et pourtant elle tourne...

Malte : 2^e conférence socialiste méditerranéenne

de notre envoyée spéciale Claude DESLHIAT

Sept mois après la première conférence réunie du 26 au 28 novembre 1976 à Barcelone, la seconde conférence des organisations et partis socialistes progressistes des pays méditerranéens s'est réunie du 20 au 25 juin dans l'île de Malte. La délégation du PSU était conduite par Victor Leduc, secrétaire national et Bernard Ravenel, responsable international du parti.

Malte : une île étrange et courtoise, sèche et nue malgré ses floraisons d'hibiscus et de lauriers, bâtie d'architecture vigoureuse, peuplée d'insulaires basanés qui marient aimablement flegme britannique et chaleur méridionale, religiosité militante et tolérance cosmopolite, frugalité des mœurs et souci d'un certain luxe nonchalant.

Dom Mintoff : la politique de la neutralité

Son Premier ministre, travailliste à la mode anglaise (le Labour maltais adhère à seconde Internationale), a

conviant les délégués à s'adresser au peuple maltais, conférence de presse ont été, pour lui, l'occasion de rappeler avec brio une revendication déjà ancienne des Maltais.

Que la conférence de Malte ait reflété les contradictions et les conflits qui éprouvent le bassin méditerranéen, quoi d'étonnant ? Elle confrontait des partis (1) qui, non seulement appartiennent à des pays de civilisations, de conditions économiques et d'orientations politiques fort diverses, mais encore se situent très différemment sur l'échiquier politique de ces pays. Quoi de commun entre partis au pouvoir, représentant et dépendant des intérêts d'Etat précis, comme le FLN algérien ou le Parti



Photo Tribune socialiste

Dom Mintoff, Premier ministre maltais au cours de sa conférence de presse.

l'algarrade sérieuse entre Algériens et Irakiens à propos de l'affaire sarhaoui ; les désaccords entre le Parti socialiste destourien invité à Malte en qualité d'observateur et le Mouvement de l'unité populaire (MUP), parti tunisien d'opposition — ont pu sembler secondaires. Plus sérieux ont été les affrontements sur certains sujets abordés en commission : le problème palestinien, la présence soviétique en Méditerranée, pour ne citer que ces deux exemples. Dans chacun de ces débats, le PSU, souvent épaulé notamment par les observateurs italiens du PCI et du PSI, invités à la conférence, ou par le FLN algérien — avec des nuances — par les partis espagnols et libanais, est intervenu avec vigueur.

La reconnaissance d'un certain fait national israélien — à ne pas confondre avec la reconnaissance d'un Etat aux bases théocratiques et racistes —, n'est pas apparu à tous les participants incompatible avec la lutte pour la reconquête des droits des Palestiniens. La formulation encore ambiguë de la déclaration finale à ce sujet représente, en fait, un compromis passable entre des positions qui sont restées divergentes.

S'il est vrai que la flotte soviétique a assumé dans le passé et assure toujours sur certains problèmes précis (conflit turco-chypriote, conflit du Proche-Orient) un rôle positif qui ne permet pas d'évaluer sa présence en Méditerranée dans les mêmes termes que la présence américaine, il n'en demeure pas moins que sa présence constitue l'expression d'une politique dangereuse pour la souveraineté des peuples riverains et incompatible avec les aspirations du non-alignement de la plupart des participants à la conférence de Malte.

Un point fondamental semble en revanche acquis : l'élargissement de la conférence de Malte à certains observateurs — Parti socialiste français, partis socialiste et communiste italiens, Parti socialiste ouvrier espagnol, Alliance socialiste des Yougoslaves —, devrait se confirmer lors de la prochaine conférence convoquée à Athènes d'ici moins de deux ans où ils pourraient être invités en qualité de délégués à part entière. Cette décision est, avec l'élargissement du secrétariat permanent de la conférence — entrée du FLN —, installé à Tripoli, le progrès le plus satisfaisant réalisé par rapport à la conférence de Barcelone. La présence à Athènes du PCF (absent de Malte où il était pourtant invité comme observateur) et une contribution plus positive du PS français, devraient aussi donner à la prochaine conférence une dimension et un poids international nouveaux sans rien enlever à son originalité méditerranéenne — arabe et européenne —, actuelle.

C. D. ■

(1) Participants à part entière : Labour Party de Malte, Congrès général du peuple de Libye, FLN algérien, PASOK grec, EDEK de Chypre, PSU français, PSP et FPS espagnols, OLP, Parti socialiste BAAS d'Irak, Parti socialiste progressiste et Union socialiste arabe du Liban, Groupe d'intervention socialiste du Portugal.

Parmi les participants en qualité d'observateurs : PCI, PSI, PS français, Alliance socialiste yougoslave ; le PCF, invité, était absent. Enfin, une dizaine de mouvements de libération — dont le Front Polisario, le Parti socialiste d'Uruguay, l'African National Council du Zimbabwe, le Frolinat tchadien — ont participé aux travaux.

● la semaine prochaine : « L'enjeu méditerranéen », par B. Ravenel.



Photo Tribune socialiste

Victor Leduc, Secrétaire national du PSU : pour une Méditerranée dénucléarisée et démilitarisée.

subtilement conjugué dans cette occurrence les lois de l'hospitalité et le service des intérêts du régime : l'accueil réservé aux délégués a été mieux que chaleureux — somptueux ; et pour Dom Mintoff, dont le profil n'est pas sans évoquer certain « populisme » latino-américain (la « correction » anglaise en plus), la conférence a surtout servi de tribune internationale à la revendication neutraliste de l'île que les derniers soldats britanniques doivent quitter en mars 1979 ; allocution d'ouverture de la conférence, meeting en plein air

libyen, et les partis d'opposition, souvent très minoritaires électoralement, comme le PSU, le PSP et la FPS espagnols ? La conférence ne pouvait donc déboucher sur un unanimité qui aurait du reste été suspect.

des affrontements bien normaux

Certaines escarmouches — le départ de la délégation du Parti du peuple mauritanien (PPM), en raison de la présence du Front Polisario ;

les principaux points du document final de Malte

- La conférence des organisations et partis socialistes progressistes des pays méditerranéens :
- apporte son appui total au peuple palestinien « dans la crise ouverte par l'agression impérialiste et raciste et par le mouvement sioniste qui a privé ce peuple de tous ses droits civils et politiques... », et soutient sa lutte pour « récupérer ses territoires en Palestine » ;
 - condamne toute forme d'intervention étrangère au Liban et accorde son appui total à la lutte du peuple libanais « pour préserver son intégrité territoriale, son indépendance nationale et son identité arabe » ;
 - appuie la lutte du peuple chypriote pour « préserver son intégrité territoriale et sa neutralité », condamne toute forme d'agression et d'invasion militaire et demande le retrait de l'île de toutes les forces étrangères ;
 - apporte son appui total « à la politique de neutralité fondée sur le non-alignement de Malte », et demande à tous les pays méditerranéens de garantir politiquement et économiquement cette neutralité ;
 - soutient sans réserve tous les mouvements de libération nationale et notamment le Front Polisario ;
 - invite tous les pays méditerranéens signataires de l'acte final d'Helsinki à se constituer en comité permanent pour veiller à l'exécution du dernier paragraphe du document de la conférence d'Helsinki traitant de la sécurité en Méditerranée ;
 - propose « l'élaboration d'un système de coopération et de sécurité régionale visant à éliminer les grandes puissances du bassin méditerranéen. »

Le Parti socialiste et le tiers monde

Sous le titre *Les socialistes et le tiers monde* (1), la commission « tiers monde », du Parti socialiste vient de publier un petit livre destiné à présenter le « cadre général d'explication des positions socialistes en matière de lutte pour le développement et de coopération avec le tiers monde ». Le bureau exécutif du PS en a examiné le contenu et approuvé la diffusion.

Les deux premières parties du livre décrivent les manifestations et les causes du sous-développement, l'« aide apportée au tiers monde et de ses résultats, l'état actuel des rapports Nord-Sud, les chances du « nouvel ordre économique mondial ». Les institutions et les politiques de coopération y sont présentées en détail, données chiffrées à l'appui.

Une surprise pourtant : aucune analyse du capitalisme à l'échelle mondiale. L'impérialisme, connais pas. Les mécanismes de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale et les stratégies politiques qui les soutiennent, le rôle des firmes multinationales, l'aide militaire apportée aux bourgeoisies compradore, le rôle nouveau assigné à la France dans la défense des intérêts impérialistes (notamment en Afrique), la lutte menée par les mouvements de libération nationale et leurs diverses

alliances internationales sont à peine évoqués.

Dans une troisième partie, le PS présente ce que serait, à son avis, une « politique socialiste de coopération avec le tiers monde », destinée « à combler l'écart entre pays riches et pays pauvres en créant les conditions du développement des seconds ». A cet égard, le PS préconise notamment :

- la stabilisation des cours des produits de base par la création de stocks régulateurs internationaux ;
- l'extension du « régime des préférences généralisées » dans lequel le libre accès des pays du tiers monde aux marchés des pays industrialisés serait assuré sans réciprocité ;
- l'augmentation de l'aide financière aux pays en voie de développement et l'« accroissement des facilités de crédit du FMI (Fond monétaire international) pour les pays du tiers monde

à balance des paiements structurellement déficitaire ».

Point important : le PS reconnaît au tiers monde le droit à l'appropriation publique de ses ressources par voie de nationalisation et au contrôle des activités des firmes étrangères l'instauration d'une nouvelle division internationale du travail — mais à long terme.

Faute d'avoir appréhendé les mécanismes de l'exploitation au niveau mondial, ces propositions risquent fort de rester à l'état de vœux pieux. Quels moyens, en effet, le PS entend-il mettre en œuvre pour faire aboutir ce « nouvel ordre économique international » ? Sa stratégie passe par une « démocratisation », mais aussi un renforcement des institutions financières internationales telles que le FMI et la banque mondiale où le poids des représentants du tiers monde doit être accru. Mais est-il imaginable que les Etats-Unis continuent de financer ces organismes si le pouvoir de décision venait à leur échapper ? De même, le PS mise sur « une discipline collective » (sic) qui conduise les pays industrialisés à renoncer, à user et abuser de la création monétaire. Plus encore, il espère promouvoir sa politique de coopération à travers les institutions de la Communauté économique européenne, en tentant notamment de « réaliser la jonction des différentes forces de gauche européennes » sur son programme ; mais comment rallier la social-démocratie allemande à un ordre économique international plus juste ?

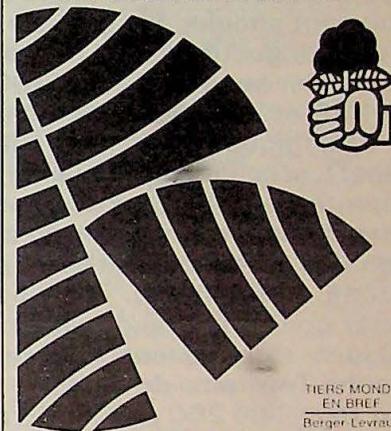
Un livre qui séduira sans doute les organisations tiers mondistes à vocation charitable, mais qui laisse dans l'ombre trop de questions fondamentales — comment opérer les renversements d'alliances nécessaires à un véritable changement de politique ? Comment coordonner la lutte des travailleurs français avec celle des travailleurs du tiers monde ? — pour permettre aux travailleurs de restituer leur contrat dans une perspective anti-impérialiste.

Marc DUFUMIER ■

(1) Cf. notre vignette.

Les socialistes et le Tiers Monde

Eléments pour une politique socialiste de relations avec le Tiers Monde



TIERS MONDE
EN BREF
Berger-Levrault

Les socialistes et le tiers monde. Eléments pour une politique socialiste de relations avec le tiers monde, Paris, Berger-Levrault, 1977, 251 p. En vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Plein de stages cet été !

● 2 stages de formation de base

Spécialement destinés aux nouveaux adhérents ou à des militants plus anciens qui n'ont pas pu avoir cette formation.

- Aux Guions (Haute-Alpes), du 23 juillet au 31 juillet.
- Dans le Gers, du 20 août (soir) au 28 août (matin)

● 2 stages d'animateurs

Destinés aux animateurs des groupes et sections du parti, tous ceux qui animent les structures militantes. Leur but est de permettre d'analyser le plus à fond possible une question fondamentale pour comprendre et situer la stratégie du parti, renforcer son efficacité, contribuer à l'avancée du débat.

- Dans le Gers du 14 au 20 août, autour du thème « Pouvoir des travailleurs et démocratie ».
- Aux Guions du 20 août (soir) au 28 août (matin) autour du thème « Contrôle ouvrier, contrôle populaire et autogestion ».

Inscrivez-vous dès maintenant à ces stages.

● 3 stages plus « spécialisés »

(si le nombre des inscrits est suffisant).

- Un stage du secteur « femmes » dans le Gers du 14 au 18 août (nombre de stagiaires : une trentaine) ;
- un stage réservé aux élus municipaux du parti également dans le Gers les 19, 20 et 21 août (nombre de stagiaires : une trentaine) ;
- un stage « étudiants », aux Guions du 21 au 28 août (nombre de stagiaires : une trentaine).

Pour que ces trois stages puissent avoir lieu, il est nécessaire que les inscriptions « remontent » très rapidement.

Une plaquette plus détaillée est en préparation.

- N'hésitez pas à venir en famille ;
- Faites approuver votre candidature par votre secrétaire fédéral ;
- Retournez le bulletin d'inscription aux adresses suivantes :

— stages des Guions : PSU, 9, rue Borromée, Paris 15^e.

— stages du Gers : PSU, 3, rue d'Aubuisson, 31000 Toulouse.

Joindre 50 F pour frais d'inscription ; cette somme ne sera pas remboursée en cas de défection.

Bulletin d'inscription aux stages d'été

Nom
Prénom
Adresse
Profession
Année de naissance Date d'adhésion au PSU
Fédération

Responsabilité Syndicat

Accord de la fédération

Hébergement : vient seul : OUI - NON
sinon, combien de personnes en plus :
adultes enfants

Stage choisi (cocher les cases correspondantes)

— stage de base : Guions (juillet)
Gers (août)

— stage d'animateurs (août) :
Gers
Guions

— stage « femmes » (août) : Gers
— stage des élus (août) : Gers
— stage « étudiants » (août) : Guions.

le gross kanal est mal barré

« J'ai conscience d'engager le pays dans un ouvrage dont la construction lui permettra d'être présent à un grand rendez-vous économique et géopolitique, au rendez-vous de l'Europe de la fin de la prochaine décennie ». C'est en ces termes, que Giscard, à Dijon le 24 novembre 1975 donnait le feu vert à la réalisation du canal à grand gabarit reliant le Rhin au Rhône. Ce canal, dont le coût a été fixé à 6 milliards de NF en 1976, sera en fait une succession de plans d'eau séparés par des écluses et où pourront circuler des convois poussés de 4 400 à 6 000 tonnes, d'une longueur de 183 mètres et d'une largeur de 11,50 m (les péniches actuelles font 300 tonnes). *Tribune socialiste* (cf. nos 725 et 726) a longuement évoqué les raisons économiques et écologiques qui justifiaient le refus de voir naître le nouveau canal : saccage de la vallée du Doubs, actuellement lieu de détente de nombreux habitants de la région, exode rural dû à l'expropriation des terres arables, accentuation de la désertification des zones déjà laissées pour compte (haut Doubs, Haute-Saône, Vosges), etc. Pour toutes ces raisons des Assises régionales contre le grand canal ont eu lieu à Sochaux le dimanche 19 juin. Convoquées à l'initiative des fédérations du PSU du Doubs-Territoire de Belfort, du Jura, et d'Alsace, ces Assises ont regroupé 200 personnes représentant les organisations suivantes : PSU, CFDT, CDJA, FDSEA, Paysans-travailleurs, Amis de la terre, CLAC (Comité de Liaison anticanal), associations de protection de la nature, CAN, MRJC, ASF, un certain nombre de maires de communes se trouvant sur le tracé étaient aussi présents.

Le matin, une discussion générale a permis de préciser les arguments pour s'opposer au grand canal. L'enquête d'utilité publique qui a eu lieu du 14 novembre 76 au 14 janvier 77 a été truquée : l'étude d'impact écologique, faite par des professeurs de Lille, a vu en particulier ses conclusions complètement dénaturées dans le document de l'enquête. Une lettre ouverte sera envoyée au ministre de

l'Équipement pour protester contre les irrégularités de l'enquête d'utilité publique. Dans le même temps, une autre lettre sera envoyée au Conseil d'État pour demander l'annulation de cette enquête, et une nouvelle enquête où il y aura une véritable consultation populaire.

L'après-midi, sept commissions se sont réunies pour élaborer des moyens d'action :

● information de la population : il a été décidé de faire une brochure largement diffusée, des affiches, des autocollants, des réunions d'information, et de créer des comités locaux. Un livre blanc va paraître durant le mois d'octobre, il servira d'ouvrage de référence pour les opposants au grand canal et abordera les problèmes écologiques, économiques et politiques.

● Actions sur le terrain :

— Du 23 au 26 juillet, la marche antinucléaire qui va de l'Alsace à Malville et au Larzac passera dans notre région et suivra le tracé du canal ; nous en profiterons pour relier la lutte contre le canal avec celles contre le nucléaire et la militarisation.

— Le 2 octobre, quatre rassemble-

ments auront lieu en Alsace, dans le pays de Montbéliard vers Besançon et dans le Jura. Ces rassemblements, qui seront aussi une fête, permettront par des animations diverses (chansons, théâtre, bal folk...) de populariser encore plus la lutte contre le canal.

— Des contacts enfin sont prévus avec tous les élus pour qu'ils prennent position contre le projet. Parallèlement, la création, d'un groupement foncier agricole est envisagé pour enrayer les procédures d'expropriation des terrains — terrains dont l'occupation est prévue pour prévenir tout début des travaux.

L'affaire du « Gross Kanal » ne fait que commencer...

De notre correspondant ■



Photo Maillat

les croisades cool de l'antinucléaire

A Nogent, Gravelines et Paluel, les migrations antinucléaires de l'été ont démarré doucement le week-end dernier : 1 000 à 1 500 manifestants à Paluel, 2 000 à Gravelines, 10 000 à Nogent dont le cortège, plus imposant, n'a pourtant pas rallié les Nogentais dont 77 % se sont prononcé contre la centrale.

Sans doute le temps était maussade. Et l'avancement des travaux, à Gravelines et Paluel, incite au fatalisme. Sans compter que les vacances n'ont pas encore ouvert les vannes des grandes migrations saisonnières et qu'on se réserve, sans doute, pour la longue marche sur Malville.

Tout cela ne suffit pas pourtant à expliquer le modeste succès des premières manifestations antinucléaires de l'été. Entre la peur et la fête, le ton des marches à venir hésite encore. Et ces croisades « cool », plus bavardes qu'athlétiques, pavoisées au vert des écologistes (Amis de la terre et groupes écologiques régionaux), au rouge et au noir des organisations politiques et syndicales (PSU, LCR, Fédération anarchiste et CFDT surtout), égayées de groupes folks, d'enfants peinturlurés et de bambocheurs impénitents, sont fort sérieuses quant au fond.

On l'a vu à Nogent où l'humour noir des déguisements — masques blancs des fossoyeurs massés autour du cercueil portant en épitaphe : « Le nucléaire crée des emplois » — et l'astuce grinçante des slogans — « Société nucléaire, société policière », « Inactif aujourd'hui, radioactif demain », « Uranium enrichi

enrichit le capital... » — rappelaient que le nucléaire est dangereux et la bataille antinucléaire difficile.

Les déploiements de la police (un CRS par manifestant à Gravelines), une certaine tension à Paluel où les militants du MDPL, de la FA, du PSU et du collectif écologique de Haute-Normandie ont forcé les grillages pour pénétrer sur le chantier, le sérieux des interventions politiques à Nogent (où l'on parlait pollution, déboisement, gaspillage, aggravation des conditions de travail — bref, politique) indiquaient d'ailleurs amplement qu'on ne badine pas avec l'atome. « Tout ceci se rejoint, nous confiait Robert Hugot, responsable régional de la CFDT, présent à Nogent : on ne peut séparer l'exploitation que subit la classe ouvrière dans les entreprises de l'oppression qu'elle subit dans son cadre de vie. »

Et nombreux sont ceux qui ont exprimé le vœu que se réalise le fameux rassemblement des autogestionnaires — le rassemblement de ce qu'on appelait, ce 26 juin, à Nogent, « l'autre gauche » — la « vraie », dans laquelle le PSU occupe d'ailleurs une place privilégiée.

Claude DESLIAT
enquête de Michel GUILLET ■

Vient de paraître aux éditions Syros



le nucléaire
contre l'Alsace

T. Jund

dans la collection
« points chauds »

◀ 18 F

Les U.S.A. ralentissent leur programme nucléaire. L'Allemagne recule devant l'opposition populaire : Wyhl ne sera pas construite. En France, cependant, le gouvernement poursuit son « pacte avec le diable ». Véritable boulevard nucléaire, l'Alsace, inquiète, s'interroge. Après Fessenheim, d'autres centrales seront-elles construites ? Qui en décide ? Qui en profite ? Quels sont les risques écologiques, humains ? Dans quel engrenage mettons-nous la main ? Ce livre est le fruit d'une réflexion collective menée par la commission Ecologie-Nucléaire du Parti socialiste unifié d'Alsace. ■

les choses de la ville

les CLAJ, à Nice : « ne pas être des hôtels bon marché »

Que sont les CLAJ-Jeunesse Camping (Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse) ? Un collectif de direction, une masse de jeunes, des maisons d'accueil à Allos, au Cap d'Ail, au Cap d'Antibes, à Nice dans le quartier de Cimiez...

En 1960, Jeunesse Camping est implanté dans quatorze départements. De Longwy à Romans, de Lille à Bordeaux, de Caen à la région parisienne, des militants mettent en place des équipes au cœur des grandes cités ouvrières et trouvent de nouvelles formes d'action qui respectent la liberté et l'indépendance de la jeunesse. Le moment est venu de regrouper les initiatives, de coordonner et d'orienter des actions communes.

C'est la naissance des Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse et l'ouverture du « Central » de la rue Condorcet à Paris, point d'appui de l'action à l'échelon national. La présence des CLAJ à Paris devrait permettre à l'organisation de se développer plus largement encore et de rendre plus efficace la lutte que nous menons en direction du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports...

Mais il ne fallait pas s'y tromper, et la lutte fut acharnée. La Jeunesse et les Sports n'allait pas reconnaître si vite une organisation qui vient de province, qui fait confiance aux jeunes, qui prend position contre la guerre d'Algérie, qui installe des bases de plein air et de verdure dans les quartiers résidentiels, qui lutte avec les travailleurs et les lycéens pour de meilleures conditions de travail et un enseignement lié à la pratique.

Les pouvoirs publics ne sont pas pressés d'aider une organisation qui, par des formes d'action jeunes, ren-

force l'unité et la combativité des forces populaires en y apportant un souffle nouveau.

Mais si, en haut lieu, on n'est pas pressé, à la base, les jeunes brûlent les étapes. En 1963, est ouverte la base de plein air de Poissy sur une île résidentielle de la Seine, pour les week-ends des jeunes Parisiens, pour des sessions d'études, des groupes de province et du monde entier. En même temps, les relations internationales s'intensifient.

Nous sommes en contact avec des milliers de jeunes de plus de 70 pays. Des gars, des filles de chez nous partent en Suisse, en Allemagne, en Yougoslavie, au Portugal, en Chine, au Dahomey, en Algérie, en Pologne, en Italie, en Espagne, en URSS, en Finlande, en Guinée... Ils découvrent l'amitié, la solidarité qui existe entre jeunes de tous pays, de toutes races.

on « récupère » la Côte

Les collectif de direction : un noyau de vingt-cinq à trente personnes, des militants formés sur le tas, qui luttent depuis longtemps ensemble. Pas d'élections, pas de vote. Parfois il y a des différences sur les moyens d'action, jamais sur le but.

La masse de jeunes : ceux qui intéressent les CLAJ, ce sont les jeunes des quartiers de Nice, des ateliers, des lycées, la masse mouvante de ceux qui refusent un travail imbécile,

une voie tracée par les autres ou simplement une voie de garage.

Les relais internationaux de la jeunesse : gérés par les jeunes eux-mêmes, et implantés dans les endroits les plus beaux, les plus luxueux de la Côte d'Azur. Pourquoi ? Parce que le soleil brille pour tout le monde, que la Côte vendue par centimètre carré aux riches doit pouvoir et peut appartenir un peu aussi aux jeunes travailleurs de la région et aussi à ceux d'ailleurs, du Nord de la France, des pays proches ou lointains.

Créer des loisirs pour les jeunes, voilà un but fort louable sans doute, mais sur quoi débouche-t-il dans la société où nous vivons ? Sur la lutte des classes, répondent les responsables.

Comment ? A partir des loisirs populaires, les jeunes des CLAJ apprennent à s'affirmer, à prendre leurs responsabilités, à devenir des militants. Jeunes adultes ils auront appris à se prendre en charge, à agir dans les syndicats, dans les partis politiques.

« Nos loisirs sont populaires, car ils ne sont pas commercialisés et sont destinés avant tout à la classe ouvrière. Nous partons des jeunes tels qu'ils sont, nous créons leurs loisirs à partir d'eux et avec eux. Le mouvement coordonne et donne une orientation. Mais, parce qu'on se bat comme on se bat, on crée un courant. A travers des jeux, nous faisons exploser l'individualisme, l'égoïsme. »

la lutte tous terrains

— Dans quelle perspective politique ?

— Nous ne sommes d'aucun parti, et pour nous notre lutte est politique dans tous ses détails. Parfois, nous décidons de descendre dans la rue, pour une action déterminée : Pour le soutien de la 22^e DCA, pour Lip, pour les élections, dans lesquelles nous avons participé avec le PSU, la Lutte occitane, la JOC, pour les jeunes chômeurs... Ces actions, nous les menons à notre manière, à la manière des jeunes.

L'originalité des CLAJ depuis ses origines est d'être présent dans les grandes luttes, mais aussi de continuer par ses « petits militants » son action de base quotidienne, ce combat de tous les instants ; de déboucher sur une prise de conscience collective de tous les problèmes touchant à notre vie de jeune ; de regrouper dans une action militante, dans une action de comité de lutte, tous ceux et celles qui veulent faire quelque chose.

Le mouvement agit sur les quartiers, et les quartiers se répercutent dans le mouvement. Nous avons trois maisons dans l'arrière-pays. Les jeunes d'ici en profitent. En 68, nous avons construit celle de Valberg. En 72, celle d'Allos.

on construit, on gère

« Au début, nous louions des maisons paysannes. Dès que la maison était retapée grâce à notre travail, le propriétaire reprenait son bien. En 48, nous avons acheté notre première vieille ferme. Il n'y avait pas de route pour y aller, nous montions les sacs de ciment à dos d'homme, trois kilomètres dans la neige. Pas d'argent, des poids chiches tous les jours... Depuis, il y a eu Clairvallon. Cette maison d'accueil de Nice, avait pris un entrepreneur pour construire Clairvallon II, une bâtisse de trois étages. L'entrepreneur a fait faillite, déposé son bilan. Il ne restait pour Clairvallon que les fondations, et plus d'argent. Que pouvions-nous faire ? Nous avons réuni tous les copains du bâtiment, pères de nos jeunes, pour leur demander conseil. Quelqu'un a dit : « Pourquoi ne pas construire nous-mêmes ? » A quatre-vingt neuf, nous avons coulé la première dalle en un jour. Un maçon nous a dit : « Ce n'est pas possible ». Depuis, il a quitté son travail pour travailler avec nous.

Trente à quarante jeunes viennent tous les jours, dès qu'ils peuvent, après le travail, les dimanches, transportent, cimentent, construisent. Un collectif contrôle l'architecte. L'équipe des techniciens est aussi sous la direction du collectif. Tout le monde est bénévole, sauf les travailleurs émigrés payés au tarif syndical, et certains travailleurs dont le collectif a fixé le salaire.

Nous avons fait une campagne de souscription dans les quartiers populaires. Et les usagers payent leur pension : 38-40 francs.

Un étage sera fini cet été. L'an prochain tout sera terminé. Nous pourrions loger une centaine de jeunes. Il y aura des grandes salles de conférences. On voudrait que ça explose, que ça ait une signification au-delà de la construction elle-même.

En somme, on peut beaucoup de choses. On peut construire. On peut aussi gérer — les maisons sont gérées par un collectif, et les usagers participent aux travaux de la vie quotidienne. Parce qu'ils participent, nous espérons faire de la sorte une sélection : nous ne voulons pas être des hôtels bons marchés. »

(1) Les CLAJ vendent à 12 000 exemplaires un journal Spécial Jeunesse qui parle des loisirs, des actions dans les quartiers, les entreprises, les CET et les lycées.



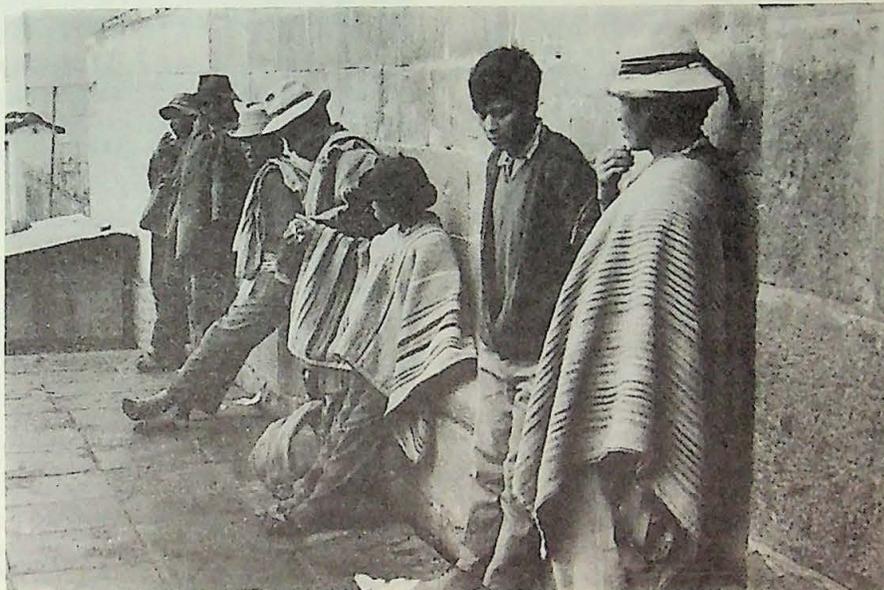
courrier des lecteurs

la fête du PSU : White plus la politique

Chers amis,

Belle fête réjouissante à tous points de vue. La liberté, le bouillonnement des idées, le respect mutuel. Au hasard de mes impressions : un homme nu qui ne scandalise ni ne polarise l'attention, des discussions animées et fraternelles à chaque coin de stand et jusqu'au sein des couples, le génial Batellier posant lui-même l'électricité au-dessus de ses dessins, un symbole aussi que les orientations différentes des sons des orchestres et de la tente de spectacles qui leur permettaient de se côtoyer sans interférence. Enfin des foules ardentes et décontractées. En un mot, l'île de White avec une pensée politique en plus.

Les stands d'outre-mer et internationaux cependant m'ont causé une amère déception. Photos, documents et chiffres sont bouleversants, jusqu'aux cinq Porto-Ricains auteurs de l'attentat au congrès US et qui crouissent depuis plus de vingt ans dans leurs geôles, il semble qu'aucune grande cause n'ait été oubliée. Mais passé le dernier stand, celui de l'Espagne je crois, plus rien, rien qu'un grand coup au cœur. Alors une constatation tout d'abord. Le dénominateur commun de toutes ces protestations apparaît clairement : l'opresseur direct ou indirect est invariablement un membre de la communauté blanche capitaliste dite « occidentale » (exception faite pour l'Éthiopie). Ma question est : Pourquoi pas une larme, pas un cri d'horreur, de rage ou de vengeance pour les assassinats du Zaïre, de la République populaire du Congo, pour les hécatombes d'Idi Amin Dada ? Pourquoi pas un mot de la courageuse lutte populaire contre l'envahisseur cubain en Angola ? Pourquoi pas un comité de défense des opprimés, emprisonnés, assassinés d'Europe de l'Est ? Pourquoi pas une association de soutien aux aspirations à l'indépendance de la Géorgie, de la Lituanie, de l'Azerbaïdjan et du Sinkiang ? Pourquoi pas la moindre photo bouleversante sur les millions de déportés politiques soviétiques, chinois et vietnamiens qui n'ont pas la chance d'être prix Nobel ? Pourquoi pas un stand d'explication sur, non pas seulement les droits de l'homme bafoués en Chine, mais sur l'inexistence même de la notion de « droit » en



Indios

Après avoir participé au livre sur la vie des mineurs : *Les gueules noires*, Daniel Lainé produit un livre de photos : *Indios*, images de la vie quotidienne des paysans des Andes. *TS* en cite quelques extraits :

« C'était l'époque où ma vie s'enchaînait à des soirs interminables, où rien ne se passait, rien que la triste réalité d'un quotidien mort de n'avoir jamais existé. Des gens, toujours de passage, comme translucides, me renvoyaient la même image de solitude, d'angoisse et de dérive. Je ne sais plus comment, au milieu de ce désespoir, une espérance est née, sous la forme d'un voyage. Mon soleil, c'était l'Amérique... »

« Le froid, surtout celui des autres, m'avait poussé en Colombie. J'essayais timidement de faire des photos dans les quartiers populaires, mais je reçus la misère en pleine gueule, comme une grande gifle. Je ne voyais plus, ni les gens, ni les maisons, mais un grouillement incompréhensible de haillons, de plaies et de saleté ! La honte de ma race, celle des conquistadors et la pitié qui offensait les autres avant de me troubler, balayèrent mes illusions... »

« A Lima, sous la statue de Pizzare, une inscription : *somos libre* et au-dessous des visages tristes, massés là pour regarder la junte militaire sortir du palais. Débarrassé de toute mauvaise conscience, je ressortis mon appareil sans honte, la photo prenait alors tout son sens dans l'expression de ces Indiens, encore marqués par quatre cents ans d'asservissement... »

Ce livre peut se commander en écrivant à : Daniel Lainé, 6, rue Flatters, 75005 Paris, au prix de 30 F (port compris).

Chine ? Pourquoi, dans les stands des femmes, pas un écho de la campagne courageuse (et un peu inconsciente !) que je ne sais plus quelle organisation du type d'Amnesty International, a lancé contre l'ablation du clitoris pratiquée sur des dizaines de millions de fillettes musulmanes de toutes races ?

Deux beaux stands : l'un sur un Laos de rêve, l'autre sur les centaines de victimes de la dictature thai. Pourquoi rien sur le pays qu'ils encadrent : le Cambodge, où l'horreur absurde donne le vertige aux bourreaux les plus endurcis ? [...]

Nous regrettons de ne pouvoir répondre dans nos colonnes à votre longue, très longue lettre, dont ne publions que des extraits. Si toutefois vous consentiez à nous transmettre vos coordonnées, c'est bien volontiers que sur bien des problèmes que vous évoquez nous tenterions de vous faire part de nos propres réflexions.

Dominique, toi, moi et les autres...

Inutile de vous cacher que je suis un scolaire ! Eh oui, je suis en première B (la section la moins débile) pour quelques jours encore. Je ne suis encore que sympathisant du PSU, mais je lis *TS* à peu près régulièrement depuis six mois (plus quelques lectures autogestionnaires). En fait, c'est d'abord Marx qui m'a intéressé : je suis devenu marxiste. Puis j'ai, petit bonhomme de chemin, étendu ma culture. Marxiste, je défends donc l'idée de « la dictature du prolétariat » qui n'est en aucun cas la dictature des « représentants » [...] du prolétariat.

Mais nous, les lycéens, que pouvons-nous faire ? Mettons que cinquante lycéens par boîte en moyenne (je n'exagère pas les chiffres), en ont ras le bol et sont conscients de l'aliénation présente. Dix boîtes à Rennes : ça fait au moins cinq cents mecs. Conclusion : si nous arrivons à nous rassembler, à réfléchir ensemble, le recteur d'académie peut paniquer ! Ce qui nous manque, et c'est la même chose à tous les niveaux, c'est un trait d'union, une organisation, un projet... A nous tous de les créer : toi, moi, et les autres.

Le pouvoir est à l'initiative ! Fraternellement, salut.

Dominique FILATRE ■